

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1813 - 2 mai 2003 - prix : 1 €

**1<sup>er</sup> mai, 13 mai,  
riposter aux attaques  
gouvernementales**

**ENSEIGNANTS  
ET POSTIERS  
MONTRENT  
LA VOIE**

p. 3, 11 et 12

**Irak**

**Le visage de  
l'occupation  
militaire**

p. 7

**7, 8 et 9 juin  
à Presles (Val-d'Oise)  
LA FÊTE DE  
LUTTE  
OUVRIÈRE**

p. 16

**Sans-papiers**

**La lutte  
continue**

p. 14

**Retraites**

**Un « plan de sauvetage »  
pour mieux les couler !**

p. 4 et 5

M 06189 - 1812 - F : 1,00 €



## Sommaire

### Leur société

- p 4 ■ Fillon : « sauver » les retraités en les coulant !
- p 5 ■ La Sécu, bientôt un lointain souvenir ?
- Avec Fillon tous les retraités seront pauvres
  - Médicaments : la potion amère de Raffarin
- p 14 ■ L'acharnement du gouvernement contre les sans-papiers
- La lutte des Kurdes sans-papiers

### Dans le monde

- p 7 ■ Irak : l'occupation militaire
- p 8 ■ Argentine Élection présidentielle La situation de l'extrême gauche
- p 9 ■ Allemagne : les attaques du gouvernement
- p 10 ■ Togo : la « démocratie » protégée par Paris
- Congo : de nouveaux massacres
  - Pneumonie atypique : progrès médical et course au profit

### Enseignement

- p 11 ■ Éducation nationale : la grève s'élargit en région parisienne

### Dans les entreprises

- p 12 ■ La Poste - Paris : les facteurs contre les suppressions d'emplois
- Alstom Rateau - La Courneuve et Alstom Saint-Ouen
- p 13 ■ Thomson - Télévision Angers : la direction déménage les machines
- Luxembourg : la colère des ouvriers de Cockerill

### Il y a 60 ans

- p 15 ■ L'insurrection du ghetto de Varsovie

### La fête de Lutte Ouvrière

- p 16 ■ Au programme cette année

# LA PROCHAINE HAUSSE DU SMIC PROFITERA PLUTÔT... AU PATRONAT !

Le ministre des Affaires sociales, François Fillon, a annoncé lundi 28 avril que le Smic augmenterait de 6 % au 1<sup>er</sup> juillet. Une décision qui, selon les propres mots du ministre, devrait « faire hurler le Medef ». Mais à y regarder de plus près, si le patronat hurle, ce sera de joie !

D'abord cette augmentation annoncée n'est en réalité que la conséquence du rattrapage mécanique de la hausse des prix et de la réforme du Smic mise en place pour réduire l'écart entre les six Smic existants. On additionne donc d'un côté 2,6 % de hausse des prix moyenne sur les douze derniers mois et 3,7 % prévus au titre de la réforme. Et bien entendu ce « rattrapage » des prix n'intervient qu'après douze mois de hausses enregistrées.

De plus, sur les 2,7 millions de smicards, 615 000 seule-

ment bénéficieront de cette hausse, c'est-à-dire un sur cinq. Et, même pour ceux-là, on est très loin de ce qui serait nécessaire pour vivre décemment. Une smicarde concernée, salariée depuis trente ans dans une usine de textile du nord de la France, mère de deux enfants et dont le compagnon gagne un peu plus de 1,5 Smic, témoignait dans *Le Parisien* que, ces derniers mois, il lui faut prévoir 20 % d'argent en plus pour faire ses courses. Selon ses calculs, ce sont 229 euros qui lui seraient nécessaires en plus chaque mois (environ 1 500 francs), soit une augmentation d'environ 26 % de son salaire actuel !

Au total, pour les smicards les moins bien payés, le rattrapage prévu pour une période de trois années ne dépassera pas 11,4 %, ce qui signifie que les salaires continueront à

s'essouffler en courant derrière les prix et que l'écart entre les prix et les salaires continuera à se creuser au détriment de ces derniers. Une situation d'autant plus difficile à vivre quand on n'a qu'un salaire réduit.

Et les patrons dans tout cela ? Vont-ils vraiment hurler que le gouvernement leur force la main ? Peut-être, mais ce seront des cris de mauvaise foi. Car, dans le même temps, c'est-à-dire également à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, les entreprises vont bénéficier de nouvelles exonérations fiscales représentant une aide chiffrée par les services du ministre à 7 milliards d'euros, soit environ 46 milliards de francs. Et d'ici 2005, pendant la période de remise à niveau des six Smic, le patronat devrait empocher 19 milliards d'euros d'allègements de charges, soit environ 125 milliards de francs.

Cet argent serait mieux employé s'il était utilisé, par exemple, pour éponger les 2,4 milliards d'euros de déficit de la Sécurité sociale calculé pour l'exercice 2002 ou les 6 milliards qui s'annoncent pour 2003. Cet argent pourrait encore servir à financer les retraites, en lieu et place des 6 milliards d'euros que le même Fillon dit manquer au régime général des retraites ou encore les 14 milliards qu'il cherche à prendre dans la poche des travailleurs de la Fonction publique. Mais, en bon serviteur des classes possédantes, il préfère essayer de faire payer les salariés et futurs retraités, en tentant de leur faire avaler un allongement de la durée de cotisation, et ainsi préserver les cadeaux sonnants et trébuchants qu'il distribue d'une autre main au patronat.

J. F.

## RAFFARIN SANS MASQUE

En raison du risque d'attraper le virus de la pneumonie atypique, les organismes sanitaires conseillent plutôt aux personnes de remettre, sauf raison importante, tout voyage programmé en direction du sud-est asiatique.

Le Premier ministre Raffarin, lui, a estimé que c'était le moment le mieux choisi pour se rendre en Chine pour une visite-éclair de 24 heures (courageux mais pas téméraire !), le 26 avril. Il était accompagné de ministres et sous-ministres, attention, pas celui de la Santé mais les préposés au Commerce extérieur, aux Transports et aux Affaires étrangères.

Les autorités chinoises, qui ont été lentes à réagir face à cette menace d'épidémie, ont

fait désinfecter trois fois l'hôtel où leurs hôtes devaient séjourner. De son côté, Raffarin est arrivé non masqué, sans doute pour ne pas indisposer ses interlocuteurs. Et, pour mettre tout le monde à l'aise, une fanfare militaire a joué des tubes de Johnny Hallyday...

Mais qu'est-ce qui faisait courir Raffarin vers la Chine au moment où tout le monde aurait plutôt tendance à la fuir ? Il faut croire qu'il y voyait une rare chance pour l'impérialisme français, pas vraiment bien placé dans cette zone, de consolider quelques affaires en cours pour les groupes industriels et financiers qui tentent de renforcer leur présence sur ce marché convoité.

Raffarin avait aussi amené

une liste d'une quinzaine de dissidents malmenés par les autorités chinoises. Mais celles-ci ont l'habitude de ces petites plaisanteries politiciennes qui n'empêchent pas de faire des affaires. Et c'est, bien sûr, au nom de l'« amitié franco-chinoise » qu'il est reparti avec trois contrats en poche : vente de trente Airbus, construction d'une centrale thermique par

Alstom et création d'une banque d'investissement avec le Crédit Lyonnais. Les patrons français lui disent merci !

On sait maintenant que si Raffarin revient malade, voire s'il contamine le conseil des ministres ou le président, ce sera pour la bonne cause des contrats juteux. Un gouvernement doit savoir se sacrifier...

J. F.

## Réunion publique avec ARLETTE LAGUILLER STRASBOURG

Mercredi 14 mai à 20 heures  
Palais des Congrès, place de Bordeaux

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

### Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE  
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron

153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

### SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 N°)
	1 an	6 mois	
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : . . . . .  
PRÉNOM : . . . . .  
ADRESSE : . . . . .  
. . . . .  
CODE POSTAL et VILLE : . . . . .  
. . . . .  
COMPLÉMENT D'ADRESSE . . . . .  
. . . . .  
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de . . . . .  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de : . . . . .  
Règlement :  
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,  
par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins  
d'entreprise du 28 avril 2003

# LES ENSEIGNANTS ET LES FACTEURS DONNENT L'EXEMPLE

■ Le projet du gouvernement Chirac-Raffarin sur les retraites est une attaque grave contre le monde du travail, contre les travailleurs du public comme ceux du privé. À ceux des services publics, on veut imposer cette régression qu'est l'allongement de la durée de cotisation de 37 ans et demi à 40 ans, que le gouvernement Balladur avait imposé aux travailleurs du privé. Aux travailleurs du privé, on annonce qu'ils devront cotiser 42 ans, voire au-delà, pour toucher une retraite pleine. Tous paieront plus longtemps en tant que salariés pour toucher moins en tant que retraités.

C'est un recul où les travailleurs payent par les deux bouts. On oblige à travailler plus longtemps même ceux qui sont usés par une vie d'exploitation et attendent leur retraite comme une libération. Mais, en réalité, à beaucoup de travailleurs, leur patron ne laisse même pas ce choix.

Celles et ceux qui auront été licenciés, de Moulinex à Danone en passant par Metaleurop, à 52 ou à 55 ans, c'est-à-dire à un âge où ils ne retrouvent plus de travail, toucheront une retraite amputée, faute d'avoir le nombre d'annuités nécessaires. Ils seront sanctionnés financièrement d'avoir été mis à la porte par leur patron ! Comme seront sanctionnés ceux qui n'ont qu'un travail précaire ou à temps partiel imposé.

Ceux qui nous gouvernent osent appeler cela une « retraite à la carte »

ou une « retraite individualisée » ! Histoire de rendre les retraités responsables de l'insuffisance de leur retraite ! Ce serait au patronat d'assurer une retraite décente à tous les travailleurs. Mais l'idée de demander à ceux dont les salaires permettent à peine de vivre en travaillant d'épargner pour leur retraite ne peut germer que dans la cervelle d'un bourgeois cynique et bien nourri.

Il ne peut pas être question d'accepter tout cela. Pas plus qu'on ne peut accepter les autres mesures comme le déremboursement de médicaments essentiels ou les suppressions d'emplois dans les services publics, aussi scandaleuses les unes que les autres.

Si le gouvernement parvient à faire passer ici ses projets, il se sentira encouragé à continuer ailleurs. D'autant plus que le grand patronat, qui de son côté licencie, bloque les salaires, aggrave la précarité, exigera du gouvernement d'aller toujours plus loin et d'économiser toujours plus au détriment des travailleurs.

Il ne faut pas que ces mesures passent. C'est l'intérêt de tous les travailleurs, du privé comme du public. Les revendications des travailleurs peuvent apparaître diverses suivant les métiers, les catégories, mais leur satisfaction dépend du rapport de forces global.

Les salariés d'un certain nombre de secteurs, à l'Éducation nationale ou à

La Poste notamment, ont commencé à réagir. Ils ont choisi la bonne voie, la seule voie. Il faut que leur exemple soit contagieux. Il faut qu'un nombre croissant de travailleurs réagisse à la provocation gouvernementale.

Les directions syndicales appellent à une journée de grève et de manifestations le 13 mai. Chacune a ses arrières-pensées et la plupart d'entre elles ont commencé à abdiquer devant le gouvernement, en abandonnant par exemple la revendication du retour à 37 ans et demi maximum de cotisation pour tous, ou encore en reprenant le mensonge sur la nécessité de sacrifices supplémentaires pour sauver le système de retraite.

Malgré tout cela, il est de l'intérêt de tous les travailleurs que les grèves et les manifestations de cette journée du 13 mai soient le plus massivement suivies et qu'elles débordent au-delà.

Ce n'est pas seulement la retraite qui est en cause, mais aussi les coups que les gouvernement successifs et le patronat nous ont portés au cours des années précédentes et qui ont déjà conduit à une dégradation importante de la condition des salariés. Ce qui est en cause, ce sont les coups encore plus graves qu'ils nous porteront si nous les laissons faire.

Il faut faire reculer le gouvernement et obliger les syndicats à agir.

Arlette LAGUILLER

## 1<sup>er</sup> mai Manifestons nombreux !

En dépit des efforts des politiciens bourgeois pour vider cette journée de son contenu de classe, le 1<sup>er</sup> mai reste pour les militants ouvriers la journée internationale de lutte des travailleurs.

Cette année, plus que jamais, le 1<sup>er</sup> mai doit être l'occasion de défendre les revendications de la classe ouvrière face aux attaques sous tous azimuts du patronat et du gouvernement, aux vagues de licenciements, aux atteintes contre les régimes de retraite et à la remise en cause du système de santé.

Cette journée doit également être l'occasion de réaffirmer les idéaux progressistes, socialistes et internationalistes du mouvement ouvrier face à la montée des idées réactionnaires comme les nationalismes et les intégrismes religieux, face également aux guerres sanglantes que mènent les impérialismes et leurs alliés contre les peuples, en Irak, en Palestine mais aussi dans nombre de pays d'Afrique et d'Asie.

Lutte Ouvrière appelle donc à participer nombreux à toutes les manifestations organisées ce jour-là dans les grandes villes du pays.

**À Paris, le cortège se rassemblera  
JEUDI 1<sup>er</sup> MAI à 15 heures, place de la République**

# Fillon : « SAUVER » LES RETRAITES EN LES COULANT !

**L'argument principal du gouvernement pour tenter de faire avaler ses attaques contre les retraites est le fait qu'ainsi, malgré tout, serait sauvé le système des retraites par répartition.**

Le ministre des Affaires sociales, François Fillon, l'a martelé à l'émission à laquelle il était invité sur France 2, jeudi 24 avril : « Si on ne réforme pas avant la fin de cette année, on ne pourra plus sauver notre système de répartition. » Et d'ajouter que toutes les mesures qu'il

préconise ne suffiront pas, il faudra faire 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires.

Ce sont toujours les mêmes mensonges que le gouvernement sert depuis des mois pour tenter d'accabler les salariés sous le poids de la soi-disant « évidente nécessité » d'une « réforme ». « Nous n'avons plus le temps devant nous, si nous ne réformons pas maintenant, nous irons vers une catastrophe sociale de grande ampleur » a encore affirmé Fillon jeudi soir. Mais cette

catastrophe sociale, seule la rapacité du patronat, aidé par tous les gouvernements successifs, et celui de Chirac-Raffarin en particulier, en est responsable. En effet, bien que la productivité n'ait cessé de progresser ces dernières années, toute cette richesse produite est accaparée par une minorité de patrons qui continuent de licencier et de baisser les salaires. En 1980, la part des salaires dans la valeur ajoutée, autrement dit les richesses créées, était de 69 %.

Aujourd'hui, elle n'est plus que de 59 %.

Alors un « vrai » moyen de renflouer les caisses de retraite serait tout d'abord d'augmenter les salaires et de créer des emplois, autrement dit de s'attaquer aux profits des patrons ! Ce serait aussi de mettre fin immédiatement aux dégrèvements d'impôts, subventions directes ou exonérations de charges patronales qui, à elles seules, ont coûté 20 milliards d'euros en 2001. Le financement des retraites n'est un problème que parce

que le patronat veut encore accroître la part de la richesse nationale qu'il accapare, aussi bien sur le dos des salariés que sur celui des retraités. Les attaques contre les retraites font partie d'un ensemble d'attaques qui toutes reviennent à s'en prendre au revenu des classes laborieuses.

Mais rien n'est joué, et les travailleurs peuvent encore faire remballer leurs plans à Chirac et Raffarin.

Aline RETESSE



## Retraites dévalorisées

La législation sur les retraites ne se distingue pas par sa simplicité : tout est fait pour que règne l'opacité la plus totale et que l'on y perde son latin. C'est ainsi que des mesures d'apparence technique et peu spectaculaires peuvent en réalité receler des effets dévastateurs.

Ce fut le cas lors des réformes de Balladur, en 1993, concernant le secteur privé. Des trois volets de ces réformes, les plus frappants étaient le passage de 37,5 à 40 annuités pour une retraite à taux plein et la prise en compte des 25 meilleures années pour le calcul des pensions (au lieu des dix meilleures).

Mais les conséquences les plus redoutables des réformes Balladur pour le niveau des retraites provenaient en fait de la troisième mesure : le calcul de l'indice de la revalorisation des retraites en fonction de l'indice des prix, et non plus de celui des salaires.

Cela signifie en clair que lorsqu'un salarié part en retraite, on dresse pour calculer sa pension l'inventaire de ses 25 meilleures années de salaire. Sauf que les 100 000 F perçus il y a vingt ans, par exemple, doivent évidemment être revalorisés du fait de l'inflation. Toute l'astuce a consisté à changer l'indice permettant de calculer la valeur actuelle des salaires du passé, pour diminuer cette valeur... et donc le montant de la pension.

Et c'est là que l'écart, apparemment minime, entre l'évolution de l'indice des prix et celui des salaires, conduit à force d'être cumulé à une réduction très importante du montant des retraites.

D'après le Conseil d'orientation des retraites, organisme officiel, ce changement d'indice est à lui seul responsable des deux tiers de la perte subie par les nouveaux retraités du fait des réformes Balladur. C'est deux fois plus que l'allongement de la durée de cotisation et que le passage aux 25 meilleures années réunis !

Évidemment Balladur a repris aussi ce qui avait été appliqué en douce depuis 1983 par les gouvernements socialistes et officialisé une première fois en 1987 par Seguin : l'indexation des pensions de retraite elles-mêmes, également sur les prix au lieu des salaires.

Là où la mesure de 1993 conduisait à la diminution de la pension des salariés partant en retraite (la baisse du « taux de remplacement »), celle de 1987 concernait tous les retraités. Elle avait comme résultat de bloquer le pouvoir d'achat des pensions : dorénavant, quand on part en retraite avec une certaine somme mensuelle, on est limité à cette somme pour toute la vie, en tenant compte de la hausse des prix, mais pas des progrès de la productivité. En fait, ce blocage du pouvoir d'achat des

retraites revient à une diminution, car on peut avoir de sérieux doutes sur l'indice officiel des prix. De plus, tout cela ne prend pas en compte les augmentations d'impôts comme la CSG, qui viennent de toutes manières amputer les pensions.

Jusqu'à présent, les fonctionnaires échappaient à ces deux règles : leur pension est calculée sur la base du salaire des six derniers mois, et n'est donc pas l'objet d'un calcul d'actualisation. De plus, les pensions des retraités sont automatiquement revalorisées avec les salaires des fonctionnaires en activité. Mais là aussi le gouvernement vise l'alignement par le bas avec le secteur privé, puisque son plan prévoit, comme l'a annoncé Fillon le 24 avril : l'allongement de la durée de contribution de 37,5 années à 40 ans en 2008 ; l'augmentation des cotisations qui passeraient de 7,85 % du salaire à 10,35 % ; enfin le calcul des pensions sur les trois dernières années (au lieu des six derniers mois) et la revalorisation des pensions limitée aux hausses générales des salaires de la fonction publique sans tenir compte des revalorisations indiciaires : ce qui là aussi revient à les calculer en fonction de la seule hausse des prix officielle.

Jean RAYNARD

## LIBERTÉ D'EXPLOITER

L'un des maîtres mots du gouvernement dans son entreprise de démolition des retraites est celui de « liberté » : « liberté » de choisir sa retraite, « liberté » pour les salariés de choisir l'âge de leur cessation d'activité. Quel monde merveilleux que celui-là, où tout le monde est « libre » de tout. Et l'on voit journalistes, voire syndicalistes, emboîter le pas à ces beaux parleurs et adopter leur vocabulaire sans sourciller.

Un récent sondage a été par exemple organisé, où l'on demandait aux personnes interrogées si elles « préféreraient » travailler plus longtemps ou si elles « préféreraient » toucher une retraite moindre. Et les commentateurs de disséquer gravement la signification des réponses.

Mais combien de salariés décident de quoi que ce soit à ce sujet ? Combien peuvent tranquillement faire leurs comptes, et décider de partir de leur plein gré de leur entreprise ou d'y rester quelques années de plus ?

Dans le secteur privé, l'âge officiel de la retraite est

de 60 ans. Mais l'âge moyen réel de la cessation d'activité est de 57 ans. Pas parce que les salariés le décident, mais tout simplement parce que les patrons se débarrassent à tour de bras de leurs salariés usés... et, souvent, même des autres !

À l'heure où les plans sociaux succèdent aux plans sociaux, où le chômage monte en flèche, et où le patronat utilise à plein régime le système des préretraites, la chansonnette de la « liberté » des salariés est une sinistre plaisanterie.

Dans cette société, c'est au nom de la liberté d'entreprendre qu'on licencie. C'est au nom de la liberté de s'enrichir qu'on enfonce des populations entières dans la misère. C'est au nom de la liberté de posséder qu'on dépouille le plus grand nombre du nécessaire.

Alors, quand les capitalistes parlent de liberté, on peut être sûr d'une chose : c'est que l'asservissement des travailleurs n'est jamais bien loin.

J.R.

## Sécurité sociale

# BIENTÔT

# UN LOINTAIN SOUVENIR ?

La remise en cause de la Sécurité sociale s'accélère. Ce n'est certes pas la première fois qu'un gouvernement s'efforce de réduire les remboursements de médicaments ou de soins médicaux, mais aujourd'hui cela se fait à une échelle sans précédent.

Le temps est loin où la Sécurité sociale remboursait (avant 1958) la quasi-totalité des médicaments et des prestations médicales à 80 %. La diminution des remboursements par les caisses de Sécurité sociale a accru d'autant le rôle des mutuelles, et laisse la porte ouverte à leur développement et à celui, depuis ces deux dernières décennies, des assurances-maladie privées, la différence entre les premières et les secondes étant depuis longtemps malaisée à mettre en évidence, au vu des relations multiples qui unissent les mutuelles à la sphère de la banque et de l'assurance.

La contraction en peau de chagrin de l'assurance-maladie offre aux unes et aux autres un immense marché, en particulier aux compagnies d'assurance qui visent ceux qui peuvent souscrire toute une variété de contrats contre espèces sonnantes et trébuchantes.

La création de la Sécurité sociale n'a pas été une « conquête sociale » de la Libération, contrairement à ce que prétend la gauche réformiste. Succédant aux « assurances sociales » qui existaient avant la Deuxième Guerre mondiale, et qui avaient été créées par le patronat dans le même esprit, la Sécurité sociale a été mise en place pour éviter que le monde du travail ne revendique des salaires permettant à chaque salarié d'affronter les risques de maladie ou d'accident. Elle a été, dans une situation où la bourgeoisie avait plus que jamais besoin des efforts des travailleurs, mais craignait leurs réactions, la contrepartie d'une politique de bas salaires défendue alors dans les faits par tous les partis politiques, y compris le PCF et le PS, au nom de la nécessité de reconstruire le pays. Cette reconstruction s'est faite au seul profit de la bourgeoisie. Mais dans ce contexte la Sécurité sociale a permis aux plus pauvres, lorsqu'eux ou leurs familles étaient malades, de pouvoir se soigner, de bénéficier de médicaments et de prestations médi-

cales auxquels ils n'auraient jamais pu accéder avec leurs seuls salaires.

Mais le recul, la démoralisation, entraînés par vingt-cinq ans de chômage et des années de gouvernements de gauche menant une politique semblable à celle de la droite, a aiguisé les appétits des possédants et du gouvernement à leur service, qui préféreraient que l'argent consacré à la Sécurité sociale (et qui n'est que du salaire différé) profite plus directement au patronat. Et bien évidemment ce sont les plus pauvres qui feront le plus les frais des attaques contre la Sécurité sociale. Ceux des travailleurs qui le peuvent paieront des cotisations de mutuelles de plus en plus chères ou des primes d'assurances de plus en plus élevées. Pour les autres, qui n'auront pas les moyens de souscrire ces assurances, ou seulement des contrats de base, la maladie redeviendra, comme elle l'est déjà pour un certain nombre, la catastrophe qu'elle était au XIX<sup>e</sup> siècle ou au début du XX<sup>e</sup>.

La « réforme » de Chirac-Raffarin, c'est un retour en arrière.

Michel ROCCO



## Avec Fillon TOUS LES RETRAITÉS SERONT PAUVRES

Le ministre des Affaires sociales François Fillon, largement relayé par la presse, distille ses mensonges sur le fait qu'il faudrait que les salariés travaillent plus. « *Le moment des décisions est venu. On ne pourra pas conserver notre modèle social en travaillant moins.* » Mais le ministre sait très bien que bien des travailleurs ne pourront pas travailler au-delà de 60 ans, de toute façon, même s'ils le souhaitent. Les patrons licencient des milliers de travailleurs, et en particulier ceux qui approchent de la retraite. En fait, l'allongement de la durée de cotisation de tous jusqu'à 42 ans en 2020 aboutirait surtout à une baisse encore plus importante des revenus des retraités.

La réforme de Balladur de 1993, qui fit passer pour les travailleurs du privé le temps de cotisation nécessaire pour partir avec une retraite pleine de 37 ans et demi auparavant à 40 ans aujourd'hui, montre que la conséquence principale de ce genre de « réforme » est l'abaissement des pensions des salariés concernés. L'allongement de la durée de cotisations nécessaires, la nouvelle manière de calculer le montant des pensions de retraite ont entraîné une diminution du montant des pensions de retraites de 20 à 30 %, d'après le Conseil d'orientation des retraites.

Le gouvernement compte donc s'attaquer de la même façon aux pensions des sala-

riés du public en commençant par augmenter la durée de cotisation de 37,5 à 40 années. Une décote de 0,75 % serait appliquée par trimestre « non fait ». Ainsi un ouvrier d'entretien fonctionnaire de l'Éducation nationale qui arrive en fin de carrière avec un traitement brut de 1474 euros et qui part à 60 ans, selon le système actuel, au bout de 37 ans et demi de cotisation touche une pension de 1105 euros. Il partirait avec le système Fillon-Raffarin avec une pension de 958 euros soit une perte de 147 euros. Pour bien des salariés qui ont commencé à travailler plus tard, la baisse serait encore plus importante. Ainsi avec une rémunération de 1400 euros et un départ à 60 ans avec seulement 32 ans de cotisation, la pension mensuelle serait de 581 euros en 2003, puis de 525 euros en 2008 et de 481 euros en 2020 (avec l'allongement projeté par Fillon à 42 annuités).

Le gouvernement affirme vouloir « maintenir » et « s'engager pour tous les Français en moyenne sur les deux tiers du revenu de référence », soit un taux de remplacement (pourcentage de la pension par rapport au dernier salaire) de 67 % environ. Or la moyenne actuelle est de 78 %. Cela signifie donc une baisse de plus de 10 %.

L'avenir que nous prépare Fillon si les salariés le laissent faire, c'est la pauvreté pour tous.

A. R.

## Médicaments LA POTION AMÈRE DE RAFFARIN

Le gouvernement a fait connaître discrètement, en profitant du week-end de Pâques, qu'il avait décidé de ne plus rembourser qu'à 35 %, au lieu de 65 %, plus de 600 médicaments, tels le Voltarène (un anti-inflammatoire) ou le Zovirax (utilisé contre l'herpès). Il est également prévu que, en juillet, 650 autres médicaments ne seraient, eux, purement et simplement plus remboursés du tout.

Au fil des années on a vu ainsi apparaître la catégorie des « médicaments de confort », jugés indignes d'être remboursés (comme si le fait d'être soulagé devait être réservé aux plus riches), puis la liste des produits à « service médical rendu insuffisant », concoctée à la demande du gouvernement de Lionel Jospin (ceux qui sont promis à un prochain déremboursement, sans pour autant être retirés du marché, ce qui est parfaitement inconséquent, car de deux choses l'une, ou ces médicaments ont une certaine efficacité, et il faut les rembourser, ou ils n'en ont aucune, et continuer à autoriser

leur vente relève de la complicité d'escroquerie).

Mais dans le cas de la plupart des produits dont le taux de remboursement vient d'être brutalement rabaissé, personne (en dehors de quelques journalistes particulièrement ignares, ou aux ordres) ne peut mettre en cause l'insuffisance du « service médical rendu ». Ce sont des molécules dont aucun médecin ne discute l'efficacité, et leur seul tort est manifestement d'être très largement prescrits.

Le comble est qu'on peut s'interroger sur la réalité des économies que va ainsi réaliser la Sécurité sociale. Car si certains anti-inflammatoires vont être moins remboursés, d'autres, beaucoup plus chers et pas forcément plus efficaces, continueront à être remboursés à 65 %. Et évidemment une partie des prescriptions médicales va se reporter sur ces produits plus chers, mais mieux remboursés. Cela explique d'ailleurs que les gros laboratoires pharmaceutiques n'ont pas trop protesté contre cette mesure, car ce ne sont pas eux

qui paieront la note, mais les assurés sociaux.

Mais une autre conséquence de ces mesures va être le développement de l'automédication : combien de patients, surtout parmi les plus démunis, ceux qui ne bénéficient même pas d'une mutuelle, seront tentés d'éviter les frais d'une consultation médicale, et iront chercher directement à la pharmacie le produit qui leur paraîtra le mieux répondre à leur cas, avec tous les risques que cela comporte d'erreur, ou de passer à côté d'un diagnostic appelant un tout autre traitement, que cela comporte.

Et qu'on cesse de nous dire qu'il faut bien faire des économies parce que les Français consomment trop de médicaments. Car si la Sécurité sociale connaît des problèmes de financement, c'est d'abord à cause du chômage et de la stagnation des salaires qui ont diminué ses rentrées, et à cause de tous les cadeaux faits au patronat sous forme de dégrèvements de charges sociales.

Michel ROCCO

**Irak**

# LE SALE VISAGE DE L'OCCUPATION MILITAIRE

**Treize morts et plus d'une dizaine de blessés : ce serait le résultat de la fusillade qui s'est produite lundi 28 avril à Fallouja, une petite ville irakienne non loin de Bagdad. Les soldats américains ont tiré sur une foule de manifestants. Selon leurs déclarations, ils se seraient « sentis menacés », alors que les témoins irakiens affirment qu'ils ont tiré de sang-froid quand rien ne les menaçait.**

Deux jours auparavant, c'est dans un faubourg populaire de Bagdad, à Zafaraniyra, que l'explosion d'un dépôt de munitions a fait au moins six morts. L'état-major américain affirme qu'un engin incendiaire a été lancé sur le dépôt. Mais les habitants, eux, mettent en cause les destructions de munitions auxquelles procèdent les soldats, sans précaution particulière alors que ce dépôt se trouve au beau milieu des habitations. Ainsi des tirs de missiles se sont déclenchés au hasard, l'un d'eux venant exploser sur des maisons habitées.

Dans un cas comme dans l'autre, les faits ont déclenché des manifestations contre la présence américaine, visiblement de plus en plus pesante pour la population. Malgré tous les discours des dirigeants américains sur le rétablissement de la « démocratie », les Irakiens ont tous les jours des occasions de constater que les forces armées d'occupation se soucient fort peu de la population et sont même prêtes, à la moindre occasion, à tirer et à tuer.

## « ILS NE SONT PAS LÀ POUR NOUS »

Oui, c'est bien un régime d'occupation qui s'installe en Irak et la population semble en faire rapidement l'expérience. Elle a vu, au moment des bombardements et de l'offensive militaire, quel peu de cas l'état-major mais aussi bien souvent les soldats eux-mêmes faisaient de la vie des Irakiens. Aujourd'hui encore, on voit qu'il en faut bien peu aux soldats pour qu'ils s'affirment « menacés » et tirent sur la foule. Pour le reste, les pillages, l'absence de sécurité qui perdure, la lenteur avec

laquelle reviennent l'eau, l'électricité, les services essentiels et bien d'autres faits quotidiens sont là pour témoigner que le souci de l'armée des prétendus « libérateurs » est de contrôler militairement l'Irak et ses richesses, au mépris de la population et de ses intérêts. « Ils ne sont pas là pour nous » disait ainsi à un journaliste, en rejoignant son poste de travail



Une manifestation de Chiïtes à Kerbala.

pour la première fois après la guerre, une employée de ce ministère du Pétrole qui a été l'objet, à leur arrivée à Bagdad, de l'attention exclusive des forces américaines.

Bien sûr, les dirigeants américains continuent de proclamer que leur armée restera « le moins longtemps possible » ; le temps « d'établir la démocratie » précisent certains. On a aussi vu le chef nouvellement promu de l'administration militaire américaine, le général en retraite Jay Garner, tenir une réunion avec 250 personnes promues « représentants de l'opposition irakienne ». Mais il s'est heurté aussitôt aux protestations d'un certain nombre de dignitaires musulmans chiïtes se plaignant de ne pas avoir été invités, et contestant la représentativité d'une telle assemblée. Quelques jours à peine après une impressionnante démonstration religieuse chiïte dans la ville sainte de Kerbala, et même si les notables chiïtes non invités ne valent sans doute pas mieux que ceux qui l'étaient, cela apparaît en effet comme une curieuse façon de « représenter » la population.

L'occupant militaire cherche évidemment des hommes qui soient immédiatement prêts à servir de paravent pour légitimer l'occupation : l'assemblée de Bagdad rassemblerait des chefs de tribus, des dignitaires censés représenter les différentes « communautés », comme si la population irakienne devait avoir nécessairement comme repré-

américaine a entraîné aussi l'écroulement de l'autorité. Il n'est pas sûr que les occupants puissent remettre en place rapidement un appareil d'État constitué et cohérent. Ils risquent bien de ne trouver comme appuis que des autorités concurrentes : au nord les milices kurdes, ailleurs celles de divers clans chiïtes ou sunnites. L'écroulement de la dic-

pétroliers, les oléoducs, quelques grandes voies de communication. Leurs forces continuent de remettre en état le port d'Oum Qasr de façon que les exportations de pétrole puissent reprendre rapidement, tandis que l'électricité et l'eau continuent de manquer, ainsi que les médicaments et les équipements pour les hôpitaux, sans parler de la nourriture et des aides humanitaires qui n'arrivent pas. Pour les dirigeants de l'impérialisme, l'important est de mettre la main sur les richesses qui les intéressent, tout en mettant le chaos qu'ils provoquent au compte des pertes et profits, d'autant plus facilement que ce ne sont pas eux qui payent.

Ce qui est en train de se préparer en Irak et au Moyen-Orient est peut-être ce qui est déjà la situation de certains pays d'Afrique, ou même celle de l'Afghanistan : des pays livrés à des guerres incessantes entre bandes armées dont la population paye les exactions, tandis que les forces impérialistes tiennent le minimum qu'elles estiment nécessaire pour pouvoir se livrer facilement au pillage des ressources du pays.

Voilà la « démocratie », voilà la « prospérité » que contribuent à amener les forces armées de l'impérialisme. Voilà le visage de ce système d'exploitation qui ne règne sur la planète que par les guerres et les destructions, le pillage des ressources et la misère, la destruction totale de sociétés où ne règne plus que la loi de la jungle.

Une arrogance, un mépris, un cynisme, que les dirigeants du monde impérialiste devront payer un jour.

André FRYs

sentants les notables qui estimeront de leur intérêt de soutenir l'administration américaine. Si un gouvernement était mis en place sur cette base, il épuiserait sans doute très rapidement son peu de crédit.

## RECONSTITUER... UNE DICTATURE

Ce dont les dirigeants américains ont besoin en Irak, ce n'est pas d'une « démocratie », c'est d'une autre dictature. C'est en réalité cela qu'ils essaient de remettre en place, en s'appuyant sur les anciens cadres de l'appareil d'État et en tentant de reconstituer ses structures, à commencer par sa police. S'ils y parvenaient, il serait bien temps ensuite de proclamer à sa tête, à la suite d'un simulacre démocratique, un quelconque président faisant l'affaire, c'est-à-dire prêt à se soumettre aux besoins de l'impérialisme. Après tout, Saddam Hussein lui-même a bien fait l'affaire pendant vingt ans, avant qu'il ne commence à être trop peu accommodant au goût de ses maîtres.

Mais c'est bien là que le bât blesse : l'intervention militaire

laisse un chaos politique et social, dont les dirigeants américains auront peut-être bien du mal à se sortir. Et l'aboutissement pourrait être non une dictature, mais plusieurs, partageant le pays entre les domaines de plusieurs bandes armées, dirigées par des « seigneurs de la guerre » concurrents.

En fait, pour le moment, les dirigeants américains semblent prendre leur parti de cette situation, qu'ils ont eux-mêmes provoquée. De façon particulièrement cynique, ils limitent leurs efforts à ce qui pour eux est essentiel : ils contrôlent de près les champs

## Les brochures du Cercle Léon Trotsky

**LES RETRAITES : faire face à l'attaque qui se prépare contre la classe ouvrière**

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 2003

**L'IRAK, ENJEU ET VICTIME DES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME**

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 2002

Prix : 1,5 euro par brochure.  
Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Retraite, Sécu, emploi : IL EST TEMPS DE PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE !

Les annonces gouvernementales sur le front social se multiplient.

Si on comprend bien, ce sera 42 ans de cotisation pour tous (après l'alignement du public sur le privé), le non-remplacement de la moitié des 30 000 fonctionnaires partant à la retraite dès l'année prochaine et le déremboursement de plus de 600 médicaments... pour commencer. Comme l'a fait remarquer Bernard Thibault face à Fillon, la réforme gouvernementale sur les retraites reviendra à une baisse de 20 à 30 % du niveau des pensions (privées et publiques) d'ici 2020.

En d'autres termes, ce que disaient depuis des mois de nombreux militants se révèle malheureusement vrai : les attaques contre les fonctionnaires ne font que préparer une attaque plus générale contre l'ensemble des travailleurs, sur les retraites, mais aussi sur la sécurité sociale et dans bien d'autres domaines comme l'emploi.

Cela jette une lumière crue sur les faux-semblants des directions syndicales qui justifiaient leur inaction en se « plaignant » du « flou » soi-disant entretenu par le gouvernement. Toutes ces attaques étaient parfaitement prévisibles et identifiées depuis longtemps, et il aurait été possible de préparer réellement la riposte depuis des mois, au lieu d'entretenir volontairement la confusion autour du tapis vert, comme l'ont fait les directions de tous les syndicats.

Le résultat, c'est que des millions de salariés n'ont pas forcément bien compris jusqu'à présent ce qui se tramait. Aujourd'hui, ceux qui en doutaient ont quand même davantage l'impression d'être confrontés à une attaque sans précédent et qui concerne tout le monde.

Quelle riposte envisagent les confédérations syndicales ?

Côté gouvernement, on ne s'inquiète pas trop. *Le journal du dimanche* (du 27 avril) cite un « expert », le président d'un certain cabinet de « conseil en relations sociales » recruté par Fillon : « *En préparation du 13 mai, les syndicats doivent tenir un langage dur pour mobiliser les troupes, poursuit Raymond Soubie. Mais sur le fond, on sent bien qu'ils sont tous, à l'exception peut-être de FO, convaincus de la nécessité de la réforme, même si*

*c'est difficile à assumer* ». Et le journaliste d'ajouter : « *En témoigne l'échange plutôt cordial, jeudi soir sur France 2, entre François Fillon et Bernard Thibault* ».

En effet. Même si Thibault a souligné que la réforme revenait à baisser les pensions de 20 à 30 %, il est aussi notable qu'il n'a pas évoqué les actions à venir, comme s'il ne cherchait pas réellement à mobiliser, se contentant de répondre qu'il n'est pas question de refaire 95 !

Les confédérations se sont toutefois mises d'accord pour annoncer des journées d'action : celle du 13 mai (et pas le 6 mai, pourtant déjà programmé dans toute l'Education Nationale !), puis éventuellement celle du 25 mai. Après ? Une promenade supplémentaire en juin, jusqu'à ce qu'on s'en lasse vraiment ? Le gouvernement aura déjà adopté son texte au conseil des ministres (le vote au parlement étant prévu en juillet).

Les personnels de l'Education Nationale qui ont commencé à se mettre en grève reconductible sont peut-être en train de bousculer ce scénario bien huilé. A l'échelle de tout le pays, quelques centaines d'établissements (actuellement 90 en Ile-de-France) ne représentent qu'une minorité. Le mouvement a eu du mal à se coordonner alors que les vacances de Pâques étaient étalées sur 6 semaines entre les différentes académies. Mais une impulsion a été donnée par des personnels qui en avaient ras-le-bol des seules journées d'action, même réussies mais sans lendemain. Or justement ce mouvement est sans doute en train de rebondir et il peut vraiment démarrer dans les jours qui viennent.

Il y a peut-être une chance, et en tout cas une nécessité, de faire monter la pression. Dès le 1<sup>er</sup> mai, ce sera le rôle des militants, notamment d'extrême-gauche, et de tous les travailleurs combattifs, de l'indiquer clairement.

Car l'enjeu est bien de s'y préparer, et de démarrer avec ou sans les syndicats.

Raoul GLABER

**Convergences Révolutionnaires n° 26** (mars-avril 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur les États-Unis en guerre contre l'Irak, contre les peuples, contre leur peuple.
- Des articles : la politique de l'impérialisme français au Moyen-Orient et en Côte-d'Ivoire ; les enjeux du congrès CGT ; la recrudescence du chômage ; les suppressions d'emplois à la SNCF, dans l'Education nationale et à Arcelor.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 ou  
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19  
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## Leur société

### Politique familiale

# LA MONTAGNE N'ACCOUCHE MÊME PAS D'UNE SOURIS !

Le gouvernement vient d'annoncer les grands traits de sa politique pompeusement baptisée de familiale. Elle se résume à quelques réformes qui apporteront peut-être quelques améliorations au budget des classes moyennes mais changeront peu de choses pour les foyers les plus modestes. En tout cas, elles n'apportent aucune amélioration quant à la situation des femmes, bien au contraire.

Ainsi la « prime à la naissance » remplacera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 une aide qui existait déjà. Elle devrait être versée en une seule fois au lieu d'être échelonnée entre le 5<sup>e</sup> mois de grossesse et la naissance de l'enfant. Ce tour de passe-passe permet à Raffarin d'annoncer une prime d'un montant de 800 €, ce qui peut sembler plus conséquent, sans ajouter un centime au total que percevaient déjà les familles disposant de faibles revenus.

L'allocation mensuelle de 159 €, versée aux parents d'enfant âgé de moins de trois ans, sera attribuée à un plus grand nombre de foyers, le gouvernement ayant décidé de réévaluer fortement le plafond de revenus à ne pas dépasser pour l'obtenir. Jusqu'à présent ne peuvent prétendre à cette allocation que les couples avec un enfant, dont les revenus n'excèdent pas 1 907 € par mois, soit 22 886 € par an, alors que le plafond de la nouvelle « prestation d'accueil du jeune enfant » (PAJE) se situera autour de 4 100 € par mois (27 000 F), ce qui correspond à un revenu de près de 50 000 € annuels.

Un autre volet concerne l'allocation parentale d'éducation. Jusque-là, elle était accordée à la mère (ou au père) qui s'arrêtaient de travailler pour élever ses enfants à partir du deuxième enfant. Désormais, cette allocation fixée à 340 € mensuels sera versée dès la naissance du premier enfant et pourra être cumulée avec la PAJE (ce qui n'était pas le cas avant). Cette modeste « rémunération » du congé parental, qui vise essentiellement les femmes, puisque dans 99 % des cas c'est la mère

qui abandonne son emploi pour s'occuper des enfants, sera sans doute bien accueillie par certaines femmes, notamment celles qui doivent conjuguer un emploi peu valorisant et mal rémunéré avec la charge d'un ou plusieurs enfants.

Cette mesure cependant est aussi révélatrice d'une orientation du gouvernement que dénoncent bien des femmes, et qui revient à les encourager à rester au foyer, au lieu par exemple de débloquent réellement des fonds pour les crèches. Comme le résumait le porte-parole de l'Union des familles laïques, « *C'est bon pour les mères, mauvais pour les femmes* ». En effet, cela pourrait se traduire par des difficultés plus grandes, pour les femmes ayant des enfants, à trouver en même temps un emploi et à le garder.

Quant aux aides complémentaires qui pourront être attribuées pour faciliter la garde des enfants, leur montant sera fixé en fonction du revenu et du mode de garde choisi. A défaut d'accélérer la construction de crèches publiques qui font tellement défaut et qui contraignent les foyers de salariés à trouver de coûteuses solutions de remplacement, le gouvernement voudrait aider le recours aux nounous agréées et aux gardes à domicile. De même, les entreprises participant au financement de crèches municipales ou privées bénéficieraient d'incitations sous la forme d'exonérations fiscales.

Au-delà des effets d'annonce auxquels Raffarin est habitué, il n'y a donc pas de grands changements à attendre de ces mesures, notamment pour les femmes et les familles des couches populaires. Elles continueront à jongler pour élever leurs enfants avec le manque de logements sociaux, le manque de crèches et avec les salaires insuffisants...pour celles qui sont éparpillées par le chômage.

Roger MEYNIER

### Sarkozy et la drogue

# DES IDÉES FUMEUSES

Maintenant à un haut niveau le rythme des occasions de se faire de la publicité, Sarkozy a abordé un nouveau thème, celui de la consommation des substances illicites.

La législation actuelle prévoit toujours en la matière des peines de prison pour les simples consommateurs. Comme son application systématique nécessiterait des moyens gigantesques en termes d'installations pénitentiaires, dans les faits, elle est, heureusement, le plus souvent inappliquée.

À la place de ces peines d'incarcération toutes hypothétiques, Sarkozy a émis l'idée d'autres sanctions, plus

applicables, sous forme par exemple de travaux d'utilité publique, et même de confiscation de scooters !

Voilà une idée géniale, sinon pour réduire la consommation de cannabis, du moins pour relancer le marché du scooter. Mais à quand la construction des fourrières pour deux-roues rendues nécessaires par ce projet fumeux ?

À se demander si au ministère de l'Intérieur on n'abuse parfois pas un peu trop du shit.

M. R.

Argentine

# UNE CRISE QUI N'EN FINIT PAS

Deux candidats issus du parti péroniste s'affronteront au deuxième tour de l'élection présidentielle argentine, dont le premier tour vient de se dérouler le 27 avril. Ce seront Carlos Menem, qui arrive légèrement en tête de ce premier scrutin avec 24 %, et Nestor Kirchner (22 %). La presse les présente comme « la droite » et « la gauche », ce qui est largement abusif, et de toute façon il est évident que l'un comme l'autre, une fois élus, ne défendront que les intérêts des classes possédantes.

Parmi les dix-neuf prétendants au siège présidentiel, il y avait même un troisième péroniste, outre Menem et Kirchner. Pour la première fois en effet ce parti, où plusieurs clans rivaux s'affrontent, n'avait pu s'entendre sur une candidature unique. Ce troisième candidat était Rodriguez Saa, mis en appétit par sa courte présidence d'une semaine après la chute du président De la Rúa en décembre 2001. Il décroche la cinquième place et 14 % des voix. Ces trois hommes ont bâti leur carrière à partir de leur situation de notables à la tête d'une province.

Les deux autres candidats arrivés dans le peloton de tête, Lopez Murphy (16,47 %) et Elisa Carrio (14,24 %), sont des dissidents du Parti Radical, en miettes depuis la chute de De la Rúa. Le premier a été ministre dans le gouvernement De la Rúa. Il se présentait dans cette campagne comme un partisan d'une économie ultra-libérale et laissait entendre qu'il continuerait de s'en prendre aux employés de l'État. Quant à Elisa Carrio, elle s'est fait connaître en politique en se présentant comme une adversaire de la corruption. Elle s'affiche comme une sorte de démocrate-chrétienne (elle porte en permanence un crucifix très voyant), mais ses prises de position contre l'avortement lui ont certainement aliéné des voix des électeurs de centre-gauche, dont le parti, le Frepaso, a disparu.

Aucun des deux candidats restant en lice ne représente les intérêts des classes populaires. Menem a déjà présidé l'Argentine pendant deux mandats successifs, de 1989 à 1999. Outre les multiples affaires de corruption auxquelles son nom est mêlé, c'est en partie les mesures qu'il a pu prendre en faveur des milieux financiers, argentins et internationaux, notamment la privatisation sauvage des entreprises d'État et des services publics, qui ont conduit à l'effondrement du pays. Mais évidemment, ce n'est pas cette facette de son activité que l'ambitieux Menem, qui n'était pas autorisé par la Constitution à briguer trois mandats succes-

sifs, a mise en avant. Il s'est adressé à la partie des électeurs de la classe moyenne qui rêvent d'un retour aux années quatre-vingt-dix, quand le peso, la monnaie argentine, valait un dollar, ce qui avait permis à une partie d'entre eux d'espérer sortir du Tiers Monde et se retrouver à égalité avec le « premier monde ». Un rêve qui s'est effondré en décembre 2001.

De son côté, Kirchner est soutenu par Duhalde, qui a assuré l'intérim de la présidence depuis cette date. Se plaçant dans la tradition historique de la démagogie péroniste, il prétend s'adresser aux couches populaires, proposant de défendre « la production, le travail et la stabilité ». Son mentor Duhalde a mis à son actif d'avoir réussi à tenir tous ces mois sans qu'il y ait de nouvelle explosion sociale. Pour parvenir à ce résultat, il a repoussé à plus tard, et donc sans doute pour son successeur, plusieurs mesures impopulaires, notamment une hausse attendue des tarifs de l'eau (vendue par Menem à Vivendi), du téléphone (vendu pour moitié à France Télécom) et de l'électricité (en partie bradée à EDF) qui pourrait atteindre 25 %.

Autre problème en attente, celui de la dette (151 milliards de dollars), que Duhalde a « suspendue », mais qui doit être renégociée par son successeur. Tous les prétendants étaient d'accord pour essayer d'obtenir non pas son annulation mais son rééchelonnement, ce qui pèsera lourd sur les maigres finances de l'économie argentine, et donc sur la population. Menem, qui s'est dit pour la guerre en Irak alors que 80 % des Argentins étaient contre, se distingue aussi en demandant une « rallonge » de la dette !

Les milieux patronaux français qui opèrent sur le marché argentin saluent la gestion de Duhalde, comme le rapporte le quotidien *Les Echos* : « Sous couvert d'un populisme de parole, Eduardo Duhalde a conduit une politique de répression économique en matière financière, de dépenses



Petit boulot de rue à Buenos Aires.

publiques, de tarifs publics, de contrôle des changes et de salaires ». Ils savent déjà pouvoir compter sur Menem, mais ils pourront très bien s'accommoder de Kirchner, si c'est celui-ci qui est finalement élu. Il a d'ailleurs déjà annoncé que, s'il l'était, il reprendrait comme ministre de l'Économie celui de Duhalde.

La campagne électorale ne semble guère avoir intéressé l'opinion. La très grande majorité des Argentins se débattent dans des difficultés multiples. Le chômage officiel reste de près de 30 %, et cela dans un pays où, auparavant, il fallait le plus souvent cumuler deux

emplois pour gagner sa vie. La moitié des salariés touchent moins de 500 pesos par mois, alors qu'il faudrait en gagner au moins le double pour faire vivre un peu décemment une famille avec deux enfants. Deux des 3,3 millions de retraités ne reçoivent que 300 pesos par mois (l'équivalent de 100 euros), quand les pensions ne sont pas payées en retard. 63 % d'entre eux n'ont aucune couverture sociale, comme la moitié des salariés. Un chiffre donne une idée de la croissance des inégalités : il y a trente ans, l'écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres était de 1 à 12, il est

aujourd'hui de 1 à 28.

La manière forte utilisée par les pouvoirs publics contre les travailleuses de Brukman, évacuées par la police de cette usine textile où elles avaient repris la production à leur compte, une semaine avant l'élection, donne en tout cas une idée de ce que les travailleurs peuvent attendre de celui qui l'emportera au deuxième tour, qu'il fasse mine ou pas de parler en leur nom. Plus que jamais, face à la crise, les travailleurs d'Argentine ne devront compter que sur eux-mêmes, comme ils doivent le faire, depuis des mois.

Jacques FONTENOY

## LA SITUATION DE L'EXTRÊME GAUCHE

Depuis la chute du gouvernement De la Rúa, en décembre 2001, et dans la situation de crise que connaît l'Argentine, les militants de l'extrême gauche cherchent à intervenir et à répondre aux nécessités de cette situation, même si cela reste extrêmement dispersé et divisé. Les tentatives de reprise en main émanant du pouvoir, comme l'expulsion des travailleuses de Brukman, engendrent des manifestations communes en retour. Mais ensuite, chacun retourne à ses secteurs d'intervention : l'activité syndicale, le mouvement des chômeurs (les *piqueteros*), les entreprises reprises par leurs salariés, les assemblées de quartier qui existent encore ou bien le maintien de systèmes d'entraide au niveau du quartier comme les cantines populaires ou le soutien scolaire.

Une partie des militants actifs étaient plutôt pour s'abs-

tenir à l'élection. Certains *piqueteros* ont manifesté dans ce sens le jour du vote. L'extrême gauche a cependant présenté deux candidats.

Celui d'Izquierda Unida (Gauche Unie) était, traditionnellement, Patricia Walsh, fille d'un écrivain assassiné pendant la dictature. Izquierda Unida regroupe principalement le Parti Communiste et le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST), un des groupes issus du mouvement trotskyste MAS lancé par Nahuel Moreno à la fin de la dictature (1983). Elle obtient 1,76 % des voix.

Le second candidat était Jorge Altamira, principal dirigeant du Partido Obrero (Parti Ouvrier), autre courant trotskyste, qui s'est notamment impliqué dans le mouvement des chômeurs. Il a obtenu 0,76 % des voix.

Pendant des mois, l'ex-dirigeant trotskyste du MST, Luis

Zamora, personnalité connue nationalement, notamment pour avoir refusé une retraite à vie, avantage offert aux politiciens professionnels, a laissé planer le doute sur une possible candidature. Une partie de l'extrême gauche semblait alors tentée par une candidature unique derrière lui. Mais ses déclarations publiques contre l'extrême gauche, dont il est pourtant issu, ont jeté un froid. Zamora a fini par renoncer, appelant à l'abstention après avoir écarté des appels du pied d'Elisa Carrio, façon peut-être de se préserver pour l'élection municipale de Buenos Aires.

Cela dit, cette élection présidentielle, contrairement aux derniers scrutins, n'a été marquée ni par l'abstention (autour de 22 %) ni même par les votes blancs ou nuls (respectivement 0,89 et 1,62 %).

J. F.



Allemagne

# LES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT SCHRÖDER

**C'est à la mi-mars que le chancelier social-démocrate allemand Gerhard Schröder a révélé devant le Bundestag ses objectifs sur le plan économique et social pour la période à venir. Son discours a été prononcé quelques jours après avoir décidé d'enterrer le « pacte pour l'emploi ». Cette formule désignait une table-ronde réunissant, sous la houlette du gouvernement, patronat et syndicats, qui devait être le laboratoire des réformes que la bourgeoisie estimait nécessaires pour rendre l'Allemagne (c'est-à-dire ses profits) plus « performante ». Mais en réalité ces rencontres, qui se sont poursuivies pendant plusieurs années n'ont donné aucun résultat, le patronat n'étant pas prêt à lâcher quelque contrepartie que ce soit aux dirigeants syndicaux.**

C'est donc Schröder lui-même qui a dû monter directement au créneau. Baptisé « Agenda 2010 », son programme repose sur deux volets. D'un côté, il prévoit de nouvelles aides aux entreprises et une baisse des impôts pour les tranches supérieures. Ce qui permettra aux riches, d'après le syndicat Verdi, une des plus grosses fédérations de la centrale allemande DGB, d'économiser 6 milliards d'euros supplémentaires par an.

De l'autre côté, il comporte une nouvelle série d'attaques contre le monde du travail :

- réduction drastique des allocations de chômage (de 36 mois aujourd'hui à seulement 18 mois pour les plus de 55 ans et 12 mois pour les plus jeunes) ;

- assouplissement du droit de licenciement, en particulier dans les petites entreprises de moins de 5 employés. Dans les plus importantes, un certain nombre de critères, qui protégeaient les salariés âgés en cas de plan social, sont supprimés ;

- baisse des prestations de l'assurance-maladie (cela concerne les remboursements des visites médicales, les médicaments et les arrêts-maladie. À partir de la sixième semaine d'arrêt, il n'y aurait par exemple plus d'indemnisation et les assurés devraient avoir recours

à une assurance privée).

Au-delà, d'autres décisions sont à l'étude : plus de révision annuelle des retraites, augmentations des cotisations et élévation de l'âge de départ.

L'ensemble de ces mesures représente donc une véritable déclaration de guerre contre la classe ouvrière. D'autant qu'elles s'ajouteraient à celles qui viennent d'entrer en vigueur début 2003 : hausse des impôts, hausses des cotisations d'assurance-maladie et attaques contre les chômeurs, encouragement des petits boulots sous-payés et du travail intérimaire.

Dans un contexte où, par ailleurs, le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter (il n'est plus loin d'atteindre la barre des 5 millions), et touche donc de très nombreuses familles ouvrières, cela ne fait que renforcer le mécontentement populaire. Celui-ci s'est déjà manifesté dans les urnes : lors des élections régionales qui ont eu lieu en février, le Parti Social-Démocrate (SPD) a fortement reculé : de 14,5 points en Basse-Saxe et de 10,3 en Hesse !

C'est ce qui inquiète bon nombre d'élus de ce parti qui craignent que le recul ne s'amplifie à l'avenir. Car si Schröder a montré qu'il est prêt à répondre à toutes les attentes de la bourgeoisie et, pour cela, à

user entièrement son crédit, ce n'est pas forcément le cas pour tous les notables locaux, qui tiennent à leurs sinécures.

C'est sans doute pour cela que les déclarations de Schröder ont provoqué une certaine effervescence au sein de son parti. Douze députés du SPD, proches de l'ancien ministre de l'Économie Oskar Lafontaine, ont en effet appelé les adhérents du parti à se prononcer par référendum sur les projets de réforme en cours, lors d'un congrès extraordinaire qui doit avoir lieu le 1<sup>er</sup> juin. Dans un manifeste intitulé « *Nous sommes le parti* », ils attaquent l'Agenda 2010 qui, selon eux, porterait atteinte à « *l'État social* » allemand, sur lequel a reposé la paix sociale outre-Rhin depuis des décennies.

Leurs propositions ne vont pas loin : ils réclament la création d'emplois et, par exemple, que le gouvernement redonne de l'argent aux communes pour qu'elles embauchent du personnel. Mais on ne les a jamais vus intervenir, ni au niveau local ni au niveau national, pour empêcher que des coupes claires

soient effectuées dans les budgets sociaux des communes ou que des services assurés par les municipalités soient privatisés. En particulier dans les villes gérées par le SPD.

Alors, pour se défendre, les travailleurs n'ont pas grand-chose à attendre des soubresauts qui agitent le Parti Social-Démocrate.

De leur côté les dirigeants syndicaux affichent aussi un certain mécontentement, reflet des protestations qui se sont fait entendre dans bien des entreprises et sections syndicales. Mais le président de la DGB, proche du SPD, a estimé qu'il était encore trop tôt pour organiser une réaction et qu'il fallait d'abord essayer de peser au Parlement. De son côté, Verdi, en tant que syndicat des services, a appelé à une manifestation nationale pour le samedi 17 mai à Berlin. Mais elle est limitée aux travailleurs de la Santé et du secteur social. Quant au syndicat de la métallurgie, IG Metall, il prévoit une manifestation régionale à Stuttgart le 21 mai. Et il a déjà annoncé une seconde initiative pour la mi-juillet ! En

attendant il fait circuler une pétition contre les projets gouvernementaux. Ces initiatives demeurent donc timorées et bien loin de constituer les étapes nécessaires à une mobilisation d'ensemble du monde du travail.

Car ce serait bien la réponse que mériteraient les projets antiouvriers du gouvernement du SPD et des Verts. Il est probable que la bureaucratie syndicale cherche avant tout à obtenir des corrections cosmétiques au plan de Schröder, ce qui lui permettrait de sauver la face. Mais, pour les travailleurs, ce qui comptera sera de faire entendre leur colère, par tous les moyens possibles, dans les entreprises et dans la rue, en se saisissant des initiatives organisées par les directions syndicales, aussi limitées soient-elles. Plus ils seront nombreux à le faire, et plus cela peut contribuer à renforcer dans l'ensemble de la classe ouvrière, la conscience de son nombre et de sa force et sa détermination à faire reculer le gouvernement.

Henri MARNIER



« Debout !!! Le capital, c'est nous ». Sidérurgistes de la Rhur en 1997.

## Au sommaire de lutte de classe n° 72 (avril 2003)

### ● Irak

- La guerre de brigandage impérialiste
- Dans la continuité d'un siècle de politique de domination impérialiste au Moyen-Orient
- Eldorado et zone d'affrontement des puissances impérialistes
- La Turquie et le conflit irakien

### ● France

- Le congrès de la CGT

### ● Tribune de la minorité

- Guerre contre l'Irak et rivalités impérialistes

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

Togo

# LA « DÉMOCRATIE » PROTÉGÉE PAR PARIS



Eyadéma en compagnie de Chirac en 1999. On prend les mêmes et on ne change pas.

**Au pouvoir depuis 1967, le général-président du Togo, Eyadéma, espère y rester longtemps encore. En tout cas, il sera à nouveau candidat en juin prochain lors des élections présidentielles. Le pronostic est facile : il sera élu.**

Mise en place en 1992 après une période d'agitation politique, la Constitution du pays prévoyait pourtant, il y a quelques mois encore, seulement deux mandats présidentiels successifs, ce qui aurait dû mettre Eyadéma hors course. Qu'à cela ne tienne, l'Assemblée nationale togolaise élue en octobre dernier, lors d'élections boycottées par les partis d'opposition, a modifié pour lui cette Constitution. Par ailleurs, le principal opposant ne pourra se porter candidat. Pour se présenter à l'élection présidentielle, il est dorénavant nécessaire d'avoir séjourné dans le pays durant les douze mois précédant le scrutin. Ce rival ne peut répondre à cette condition car il a été contraint à l'exil par Eyadéma !

Tout cela se passe dans la zone d'influence de l'impérialisme français. Et l'on ne peut pas dire que cette situation ait ému Chirac et son ministre des Affaires étrangères, de Villepin.

Comme tous ses collègues dictateurs de la région, Eyadéma se présente comme un grand ami de Chirac. Il avait bien promis à ce dernier il y a

quelques années de ne pas se représenter. Mais il se défend aujourd'hui d'avoir fait cette promesse : « *Je ne l'ai jamais promis à Chirac ! Je l'ai seulement dit aux journalistes qui voyageaient avec lui* » !

Du côté des dirigeants français, c'est donc le silence radio sur cette situation au Togo. Depuis le début des années 1990, leurs discours officiels prônent pourtant la nécessité de la « démocratie » pour les anciennes colonies africaines. À La Baule, à cette époque, Mitterrand avait même déclaré que « *la France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté* ». Dernièrement, Chirac a répété une nouvelle fois cette même litanie en affirmant : « *Certaines méthodes qui avaient pu être tolérées, du moins ignorées, aujourd'hui ne peuvent plus être acceptées* » ! En fait, il n'y avait pas là de quoi gêner ni effrayer leurs amis du Togo et d'ailleurs qui savaient fort bien qu'il s'agissait de déclarations pour la galerie. Côté cour, les dirigeants de l'impérialisme français collaborent avec les dictateurs en place. Les compagnies françaises présentes en Afrique sont trop bien servies par ces régimes pour que les dirigeants politiques fassent quoi que ce soit qui puisse leur causer un déplaisir quelconque. Les Eyadéma et les autres pratiquent donc leurs méfaits avec d'autant plus de tranquillité.

Michel ROCCO

Congo (ex-Zaire)

# DE NOUVEAUX MASSACRES

En République Démocratique du Congo (ex-Zaire), à l'heure même où, début avril, le président Joseph Kabila prêtait serment à la nouvelle Constitution, entérinant un processus censé ouvrir la voie à la pacification d'un pays dévasté depuis plusieurs années par la guerre civile, des centaines de villageois étaient massacrés dans le nord-est du pays.

Les observateurs de l'ONU, dépêchés sur les lieux après coup, ont dénombré une vingtaine de fosses communes. Selon eux, le bilan de ces tueries interethniques, qui ont touché une quinzaine de villages dans la province d'Ituri, serait de 300 morts et plusieurs centaines de blessés, pour la plupart horriblement mutilés. Ces massacres auraient été commis par des milices de l'ethnie lendue, qui bénéficient dans cette région de l'appui de

l'armée ougandaise, contre des villageois hemas, autre ethnie soutenue quant à elle par l'UPC, groupe rebelle proche du Rwanda.

En fait, depuis cinq ans, cette région excentrée est la proie des seigneurs de guerre. Pour se tailler des fiefs et exploiter un sous-sol renfermant de précieux minerais, ceux-ci ont armé les différents groupes ethniques et poussé aux affrontements, notamment entre Lendus et Hemas. Selon un récent rapport d'Amnesty International, ces combats auraient fait 50 000 morts et plus de 500 000 déplacés depuis 1999.

Ce qui se passe en Ituri se retrouve également au Kivu, et plus généralement dans tout l'est du pays. Les conflits ethniques servent de paravent aux affrontements entre les armées ougandaise et rwandaise pour le contrôle de cette région et la

mainmise sur ses richesses minières.

C'est même tout le pays qui, sous le couvert de rébellions, est livré depuis des années à un pillage systématique, que ce soit par les chefs de guerre locaux ou les responsables des différentes armées, alliées ou opposées au régime de Kabila, qui stationnent dans le pays. Tandis que les populations locales s'enfoncent dans la pauvreté et s'entretuent, or, diamants, pétrole, uranium et autres minerais rares quittent illégalement le pays par camions, voire par trains entiers.

Ces trafics alimentent la guerre civile et les potentats locaux, mais ils profitent surtout aux trusts internationaux qui s'appuient sur les différents seigneurs de guerre, voire même passent par eux, pour contrôler les marchés.

Roger MEYNIER

## Pneumonie atypique

Alors que le « syndrome respiratoire aigu sévère », le SRAS, cette forme de pneumonie atypique apparue en Chine, touche plusieurs milliers de personnes à travers le monde et continue de s'étendre, le travail réalisé en urgence par des réseaux de chercheurs a déjà porté de fruits : en un mois, les connaissances ont suffisamment avancé pour identifier l'origine et la nature de cette nouvelle maladie, ce qui a permis de mettre au point un test de dépistage.

Même si les scientifiques soulignent que ce premier résultat ne signifie pas forcément que l'on peut espérer disposer rapidement d'un vaccin, c'est tout de même une nouvelle encourageante dans la lutte contre cette épidémie.

Le secrétaire d'État américain à la Santé a annoncé que le test de dépistage allait être disponible et serait « accessible aux scientifiques et aux laboratoires du monde entier ». Si c'est le cas, ce serait en effet la moindre des choses que les efforts de recherche effectués dans différents pays permettent de mettre rapidement de nouveaux moyens à la disposition de la population mondiale.

Malheureusement, une telle démarche est loin d'être la règle dans la société actuelle. Le droit aux soins y constitue trop souvent une

## PROGRÈS MÉDICAL ET COURSE AU PROFIT

marchandise, accessible seulement à ceux qui ont les moyens de payer. Et si l'extension du SRAS ne menaçait pas aussi les pays industrialisés, y compris les couches les plus riches de la population, il n'est pas sûr que les mêmes efforts auraient été accomplis pour essayer d'en venir à bout.

Des maladies qui font pourtant chaque année des milliers de morts dans des pays pauvres, comme la bilharziose, le paludisme, la maladie du sommeil, suscitent bien moins d'efforts de recherches de la part de l'industrie pharmaceutique. Et quand les traitements existent, ils ne sont pas toujours utilisés, pour des raisons de coût.

C'est ainsi que depuis plusieurs années une épidémie de méningite touche, toujours à la même saison, une région d'Afrique comprenant le Burkina Faso. Dans ce pays, un bilan début avril faisait état de 908 morts, sur 6 234 cas recensés depuis janvier. C'est quatre fois plus que le nombre recensé à ce jour de morts de pneumonie atypique, et ce sont des chiffres certainement en dessous de la réalité, car ils ne prennent pas en compte les malades morts sans avoir pu atteindre un centre de soins.

Or des vaccins existent, y compris contre une nouvelle souche de la méningite identifiée l'année dernière et qui

se répand rapidement. Cependant, la dose coûte 5 dollars, vingt fois le prix du vaccin adapté uniquement aux anciennes formes de la maladie, ce qui est « tout simplement trop coûteux pour les pays d'Afrique les plus touchés par la méningite », déclarait en septembre dernier un responsable de l'Organisation mondiale de la santé, qui engageait une négociation sur les prix avec les laboratoires pharmaceutiques.

Ainsi, cette année encore, de nombreuses personnes meurent d'une épidémie contre laquelle existe un moyen de prévention. Non seulement la misère à laquelle les réduit la société capitaliste les expose bien davantage aux maladies, mais les progrès de la vaccination leur sont inaccessibles.

Dans le domaine médical comme dans tous les autres, pour répondre aux besoins les plus urgents de l'ensemble de la population, il faut construire à l'échelle mondiale une société où la recherche scientifique et la production soient organisées en fonction des besoins, et non en fonction du profit. Car les choix faits par la société capitaliste, eux, tiennent bien souvent de l'assassinat.

Jean SANDAY

# Éducation nationale

## LA GRÈVE S'ÉLARGIT EN RÉGION PARISIENNE

Avant les vacances de Pâques qui se succèdent selon les zones, le mouvement contre les projets du gouvernement concernant l'Éducation nationale avait commencé à se développer, touchant les différentes catégories de personnel.

Des rendez-vous étaient donnés pour la rentrée qui s'est effectuée en région parisienne pendant la semaine du 22 au 27 avril. Et le bilan de cette première semaine est encourageant pour le personnel de l'Éducation nationale de toutes les régions.

En effet, en région parisienne, le mouvement de grève dans les collèges et lycées n'a pas seulement passé le cap des vacances scolaires. Il a continué de s'étendre pendant toute la semaine qui a suivi le retour de congés, et dépasse désormais le cadre de la seule Seine-Saint-Denis. À l'assemblée des établissements du mercredi 23

avril, la première convoquée à l'échelle de toute la région parisienne, 71 établissements étaient représentés. Les lycées et collèges présents du Val-d'Oise, du Val-de-Marne et d'autres départements annonçaient leur intention d'entrer dans la grève au plus tard au début de la semaine suivante. Cela poussa les organisations syndicales à élargir à l'ensemble des trois académies, Paris, Créteil et Versailles, leur appel à « étendre partout les grèves reconductibles ».

Le lendemain, jeudi 24 avril, c'était la première manifestation en direction du ministère. Elle regroupa plus de 1 500 personnes, dans un cortège dynamique. Ce jour-là, 81 établissements étaient en grève et leurs banderoles parsemaient la manifestation. À l'issue de celle-ci une délégation composée de représentants des établissements en



Manifestation d'enseignants, le 27 mars 2003.

grève et des syndicats fut reçue par deux chefs de service, qui bien entendu ne répondirent pas aux revendications des grévistes. Ils firent bondir la délégation à maintes reprises : ainsi ils présentèrent comme un exemple de décentralisation réussie, dans le passé, le fait que l'État se soit débarrassé de la construction et de l'entretien des établissements scolaires. Ce n'était manifestement pas l'avis de ceux qui tra-

vailent tous les jours dans ces établissements ! De même ils indiquèrent que les aides-éducateurs n'étaient pas licenciés, mais que leur contrat prenait simplement fin. Comme si ce n'était pas de toute façon l'ANPE qui les attendait !

L'assemblée générale du 24 au soir confirma son intention de revenir plus nombreux encore en manifestation, le mardi suivant, pour se faire entendre. Depuis, toutes les informations vont dans le sens d'un nouvel élargissement de la grève ce jour-là : décision de se mettre en grève dans le primaire, jusque-là très peu touché ; nouveaux établissements rejoignant le mouvement... Chaque établissement qui entre en grève commence à faire la tournée des collèges et des lycées voisins, à s'adresser à la population, à organiser manifestations et réunions dans la commune dès que les grévistes le peuvent. Le plus souvent enseignants et ATOS (agents et personnels de service) se retrouvent dans les assemblées générales, les actions, les manifestations.

Au-delà des revendications initiales, les déclarations gouvernementales apportent chaque jour une nouvelle raison de rejoindre ou soutenir le mouvement : annonce qu'un fonctionnaire sur deux ne sera pas remplacé à son départ en retraite, déclaration de Fillon

sur les 42 ans de cotisations pour tous, qui montrent que tous les salariés du public comme du privé sont concernés. Toutes ces attaques sont dénoncées et donnent d'autant plus envie d'entrer en lutte. Les journées de manifestations, qui sont nombreuses dans les semaines à venir, apparaissent désormais comme de nouvelles étapes possibles pour que des établissements encore plus nombreux rejoignent le mouvement : le mardi 29 avril donc, puis le 1<sup>er</sup> mai, enfin la journée de grève nationale du 6 mai organisée par les syndicats à une période où la rentrée se sera effectuée dans toutes les zones, seront des étapes vers un développement de la grève. La réussite de la manifestation du 13 mai sur les retraites apparaît aussi comme un objectif. Ce sera l'occasion de manifester avec de nombreux travailleurs, dans l'Éducation nationale et bien au-delà, car les attaques en rafales du gouvernement n'épargnent personne, et plus nombreux nous serons en lutte, plus de chances nous aurons de le faire reculer.

En tout cas, l'idée qu'une lutte déterminée doit s'élargir et s'approfondir pour faire reculer le gouvernement fait son chemin.

Daniel MESCLA

## — L'humour au rendez-vous —

*Pourquoi le personnel de l'Éducation nationale est-il, toutes catégories confondues, décidé à faire reculer le gouvernement sur les projets de décentralisation ? C'est compliqué ? Oui et non. En fait il suffit peut-être de lire le texte du tract suivant qui a pu être adapté, à quelques changements mineurs près, aux divers établissements pour comprendre comment la vie scolaire pourrait tourner au cauchemar si la réforme était appliquée !*

### La journée de Paul, élève de première en 2004-2005

8 heures : Paul arrive à la grille d'entrée du lycée. Il est attendu par un vigile, qui travaillait l'an passé chez Carrefour. Surprise ! C'est son voisin de palier. Il a été engagé comme assistant d'éducation par le proviseur en septembre.

8 h 05 : la salle de cours n'a toujours pas été nettoyée parce que les agents de service, qui sont désormais employés par le Conseil général, ont été réquisitionnés pour préparer la salle de réception de la préfecture.

9 h 05 : dans le bâtiment scientifique, il n'y a plus de chauffage depuis 15 jours : l'entreprise « Chauffmarcel » a augmenté ses tarifs et l'établissement ne peut plus financer l'entretien de la chaudière.

10 h 10 : toujours pas de prof en espagnol : la vacataire qui avait commencé l'année est partie, parce qu'on ne lui proposait pas assez d'heures de cours pour obtenir un salaire décent. En plus, Paul a des difficultés en espagnol : il voulait conserver le portugais en deuxième langue vivante, mais il n'y en a plus au lycée.

11 h 05 : Paul découvre son quatrième enseignant de maths de l'année. Le troisième vacataire a dû partir, parce qu'il avait fait ses 200 heures.

12 h 05 : en cours d'histoire-géographie, il re-scotche le vieux manuel (de l'ancien programme), tout en pensant avec envie à son cousin Jacques qui habite à Argenteuil, et qui, lui, dispose d'un cartable électronique. Cela dit, ça l'occupe, le prof a 66 ans, il n'est plus tellement dynamique, mais il doit continuer à travailler s'il veut une retraite complète.

13 h 05 : à la cantine, le steak est encore froid, les plateaux-repas sont livrés congelés par l'entreprise « Cépa-bon », et le micro-ondes commence à fatiguer. Cela consolera ses amis qui mangent un sandwich dans la cour parce que, sans fonds social, leurs parents ne peuvent pas financer la cantine.

15 h 30 : en sortant de cours, il se rend au Centre communal d'action sociale, à l'autre bout de la ville : il veut s'entretenir avec l'assistante sociale pour demander une aide financière. En attendant, il s'est décidé à travailler au fast-food « Salbouf » pour soutenir sa famille. Sa mère, ancien agent d'entretien au collège De Geyter, a une retraite de misère (moins de 600 euros par mois). Elle a pourtant travaillé 35

ans ; le problème, c'est qu'il faut cotiser 40 ans. En s'arrêtant, elle a vu ses revenus diminuer de 44 % !! Au début, Paul pensait même que la caisse de retraite s'était trompée...

17 h 30 : il prend rendez-vous pour aller au CIO. Ce n'est pas possible avant le prochain trimestre : le conseiller d'orientation psychologue est accaparé par la formation continue du département. Paul voudrait faire une école d'art, mais les brochures sur l'orientation ne parlent que de BTP et de stages chez « Toubéton », la grosse entreprise de la région qui sponsorise déjà les ateliers du bâtiment technique.

**Ce scénario catastrophe ressemble pourtant à ce qui nous attend si nous n'arrivons pas à empêcher la mise en place des mesures programmées par le gouvernement actuel sur les retraites, la décentralisation de l'Éducation nationale et le statut des surveillants et des aides-éducateurs. C'est pourquoi une partie du personnel du lycée a décidé depuis le mois de mars de s'engager dans un mouvement de protestation.**

### Réunions publiques de Lutte Ouvrière

## METZ

**Mercredi 7 mai à 20 heures  
Salon de l'hôtel Kyriad – 8, rue du Père-Potot**

## MELUN

**Mardi 6 mai à 19 heures  
salle Jean-XXIII  
27, rue Edmond-Michelet  
quartier Montaigu**

La Poste - Paris

## LES FACTEURS

# CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

**En grève en moyenne à 50 %, c'est à près d'un millier que les facteurs des vingt arrondissements de Paris, soit quasiment 20 % de l'effectif total, se sont retrouvés lundi 28 avril pour dire « Non aux suppressions d'emplois ». Partie du bureau de poste de Paris 6, la manifestation s'est rendue au siège de la direction centrale de l'Ile-de-France, puis au nouveau siège central de La Poste qui se trouve non loin de là.**

Les grévistes rassemblés ont répondu à la direction générale de La Poste inspirée par le gouvernement qui refuse de retirer le plan qui vient d'être mis en place dans le bureau de Paris 6. Ils ont voté la continuation de la grève et un nouveau rassemblement de l'ensemble des grévistes de Paris, mardi 29 avril au matin, en vue d'organiser la suite du mouvement. Et ce jour-là, c'est à nouveau à un millier qu'ils ont manifesté contre les projets de la direction.

La direction générale de La

Poste vient de mettre en route un plan qui devrait aboutir à la suppression de 1 000 postes sur l'ensemble de la distribution, facteurs et services annexes. Le premier bureau touché est celui de Paris 6, où 28 postes de facteurs, plus une dizaine d'autres, soit 25 % de l'effectif des secteurs attaqués, devraient être supprimés dans les toutes prochaines semaines.

La direction de La Poste a choisi à dessein ce bureau qui sortait d'une grève de deux semaines où le personnel avait repris le travail sans rien obtenir. De plus, à l'exemple de ce qui s'était passé sur la mise en place des 35 heures, elle espérait gérer ses attaques bureau par bureau et qu'il n'y ait pas de réactions collectives d'ensemble. Mais cette fois le syndicat CGT des Postaux a immédiatement appelé l'ensemble des postiers de Paris à riposter tous ensemble, en expliquant en quoi tout le monde était concerné. Sans toutefois joindre à cette riposte, jusqu'à présent, les autres personnels des bureaux de poste, les guichets, mais aussi et surtout les centres de

tri, qui sont directement menacés eux aussi par des plans de suppressions d'emplois, et qui représentent une force numérique et militante de poids.



SUD a tout de suite emboîté le pas, suivi ensuite par FO et la CFDT. Les élections professionnelles à La Poste sont dans quelques mois. Mais c'est d'abord la CGT qui s'est véritablement investie, dans la préparation sur tout Paris, pour la réussite de cette journée du 28 avril.

Ce qui était notable, encore plus que les participations à la grève, était le nombre inhabituel de grévistes présents le

matin et décidés à se faire entendre. L'appel des militants qui les avaient invités à venir a été entendu. Et ce sont aussi bien des facteurs fonctionnaires que des contractuels qui étaient tous présents au coude à coude. D'ailleurs ces contractuels, qui sont sous le régime d'un accord spécifique inférieur même à la loi, sont sous la menace de licenciements éventuels dans la prochaine période. Car selon cet accord, signé par certains syndicats, il suffirait qu'il y ait des suppressions de postes pour que leur licenciement soit possible, sans autres formalités.

C'est pour répondre à cette situation et pour exiger des garanties précises, sans faux semblant, que les grévistes de Paris 8 ont adopté une plateforme, proposée ensuite à l'adoption de l'assemblée générale de tous les grévistes à Paris 6 : aucune suppression d'emploi dans l'ensemble des bureaux de poste, garantie d'emploi pour tous les contractuels, maintien des six jours de repos suite à la réduction du temps de travail et du samedi sur deux non travaillé (ce que la direction se proposait de supprimer aussi), aucune remise en cause des services et des conditions de travail, engagement de La Poste à ne pas

remettre en cause à l'avenir les droits du personnel.

C'est avec enthousiasme que les mille présents ont adopté ce programme, comme ils ont voté plus tard, rassemblés sur le boulevard de Montparnasse, la continuation de la grève le lendemain, avec l'engagement de tout faire pour étendre celle-ci à ceux qui ne l'avaient pas encore rejointe. Enfin la décision a été prise de se retrouver tous ensemble le mardi matin.

Les manifestants, dont une bonne proportion de jeunes, tiennent à se retrouver pour se battre ensemble. Ils ont conscience de représenter une force. D'ailleurs les forces potentielles sont bien plus importantes avec tous les autres employés de La Poste qui sont concernés rien qu'à Paris : centres de tri, guichets, chèques postaux et CNE, sans parler du reste du pays.

Au-delà des problèmes directs qui ont entraîné cette première riposte, chacun pense aussi évidemment aux attaques de toute nature qui tombent en ce moment : retraites, Sécurité sociale, emploi en général, etc. Et il faut espérer que dans les jours qui viennent la riposte va s'étendre pour répondre à tout cela une fois pour toutes.

Correspondant LO

## ● Alstom Rateau - La Courneuve) (Seine-Saint-Denis)

### Une première réaction aux annonces de la direction

Vendredi 25 avril, se tenait le comité de groupe européen d'Alstom Power (grosses turbines à gaz et à vapeur). Le communiqué de presse d'Alstom, paru au moment de la tenue de cette réunion, annonçait donc 3 000 suppressions d'emplois sur les 11 000 que compte cette division.

Dans l'après-midi, les informations se précisaient, dont les 620 suppressions d'emplois en France sur 2 300, toujours dans cette seule division « grosses turbines » alors que d'autres sont également touchées.

Pour ce qui concerne Rateau à La Courneuve, une information filtrait : 350 emplois seraient supprimés sur 531 et l'usine serait fermée. Après avoir à nouveau entendu cette information à la radio, l'équipe du soir, vingt-cinq travailleurs, se réunit et décidait d'arrêter le travail vers 20 h 30. Pas question de faire comme si de rien n'était et de travailler sur les turbines en cours. Et

dans la soirée nous votions de nous retrouver lundi 28 au matin pour accueillir les travailleurs des Bureaux et de la normale pour discuter avec eux, les informer car ils avaient quitté l'entreprise avant les dernières informations du vendredi, les convaincre de ne pas se mettre au travail dans ces conditions.

Ainsi fut fait : malgré notre petit nombre, cela fut efficace et ce jour-là, c'est à un peu plus de 220 que nous nous retrouvions pour une assemblée d'information appelée par la CGT. Le syndicat confirme toutes les informations que nous avions déjà, mais tint à dire que la fermeture de Rateau, et donc les 350 licenciements, n'était qu'une hypothèse parmi d'autres, la direction disant qu'elle n'avait pas encore tranché.

C'est effectivement ce discours que tient la direction depuis trois semaines, ajoutant par l'intermédiaire de sa maîtrise : « Il faut finir les affaires

en cours, rien n'est tranché pour l'avenir »... C'est cette même ambiguïté qu'elle a maintenue lors d'une réunion avec les syndicats lundi 28 avril en fin de matinée. Le directeur et son chef du personnel, massivement entourés dans la cour, ne cessaient de répéter que les bruits les plus fous avaient couru dans les médias. Mais quand il leur fut demandé de démentir ces bruits, de certifier que Rateau ne fermerait pas, ils nous répondirent qu'il n'était pas question de démentir quoi que ce soit. Alors ?

Alors nous avons toutes les raisons de ne pas faire confiance à la direction. Elle veut simplement que nous finissions son boulot avant de nous mettre dehors !

Une partie d'entre nous est décidée, au contraire, à ne pas la laisser mener ses projets à bien et elle a vu qu'il était possible de rallier, pour cela, le plus grand nombre.

Correspondant LO

## ● Alstom - Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) La direction dehors

Mercredi 23 avril, jour où se tenait à Lyon un Comité Central d'Entreprise (CCE) sur le plan de suppressions d'emplois, les salariés ont bloqué l'usine de Saint-Ouen.

Depuis deux mois maintenant, la direction a engagé un plan de suppression de 105 emplois (un peu plus d'un sur quatre), plan qui s'inscrit dans une vaste attaque contre les travailleurs du groupe : Alstom veut vendre l'activité Transmission et Distribution (les transformateurs que fabrique l'Alstom), 35 000 salariés sur 115 000 dans le monde. Le PDG parle de 2 800 suppressions d'emplois en Europe, dont 650 en France. Ce n'est pas le premier plan et les travailleurs sont inquiets sur l'avenir même de l'usine.

Nous avons tenu à nous faire entendre dès l'annonce du plan social : nous avons empêché la tenue de la première réunion du CCE à Paris et depuis, les réunions se tiennent à Lyon,

dans un hôtel loin de tout et entouré de grillage. Qu'à cela ne tienne. Mercredi 23, pendant que le patron annonçait qu'il répondra plus tard aux questions de l'expert nommé par le CCE, à Saint-Ouen, nous avons bloqué l'usine ! Piquet massif et dissuasif d'un côté et, là où passent les camions, des barrières avaient brusquement fleuri.

Les travailleurs de la SIF, l'autre unité de production du site, non concernés par ce plan mais qui en ont déjà subi d'autres, étaient bien entendu solidaires. Quant aux patrons, ce ne sont pas leurs huissiers qui nous ont beaucoup impressionnés. Ils ont pu constater que personne ne voulait entrer dans l'usine à part quelques cadres.

Ce n'est bien sûr qu'une étape, et il faudra en préparer d'autres, avec les autres travailleurs du groupe.

Correspondant LO

Thomson-Télévision (Angers)

## LA DIRECTION DÉMÉNAGE LES MACHINES PENDANT LE WEEK-END DE PÂQUES

Depuis plusieurs années, la direction de Thomson-Télévision à Angers a dans ses cartons un projet « d'externalisation » de plusieurs services : la filerie, la logistique et la fabrication de châssis de télévisions en plastique.

Pendant longtemps, ce projet a servi surtout de menace permanente pour nous imposer une dégradation de nos conditions de travail : le blocage des salaires, la flexibilité à outrance et une discipline de plus en plus dure à supporter.

Aujourd'hui il ne s'agit plus de menaces, la direction agit. Elle a décidé la mise en place de ces projets et elle le fait avec brutalité et mépris. La première étape a été d'éliminer l'atelier de la filerie, supprimant ainsi plusieurs dizaines d'emplois. Bien sûr, pour débiter, elle n'a pas

recouru à des licenciements mais à des mutations dans d'autres ateliers. Mais comme beaucoup d'entre nous avaient déjà été mis dans cet atelier pour des raisons de santé, la mutation sur des chaînes de montage est catastrophique !

Pendant plusieurs semaines, nous avons résisté en faisant des débrayages, des manifs dans l'usine, etc. Les syndicats ont engagé une « procédure d'alerte » et ont refusé de donner un avis au Comité d'entreprise. La direction s'est alors retournée vers les tribunaux pour faire accélérer la procédure. Mais devant la situation locale tendue (fermeture d'ACT et plusieurs autres entreprises menacées), les juges n'ont pas estimé que c'était urgent et ont repoussé leur décision au mois de mai.

Alors, la direction a décidé d'employer les grands

moyens : c'est en catimini, comme des petites gouapes, qu'ils ont fait déménager les machines de l'atelier pendant le week-end de Pâques. Comme quoi il n'y a pas que quelques petits patrons qui sont capables d'un tel comportement ! La direction d'un grand groupe comme Thomson, bénéficiant de toutes les attentions de l'État (y compris de juteuses commandes d'armement), est capable des mêmes exactions contre les travailleurs.

Et ce n'est pas fini. C'est l'externalisation d'autres services voire de toute la production qui est maintenant à l'ordre du jour puisque, au nom de la recherche de partenaires, l'usine pourrait passer sous le contrôle d'une entreprise chinoise.

Évidemment, aucun d'entre nous n'est dupe quant aux « partenariats » censés sauver nos emplois. Nous

avons tous à l'esprit ce qui s'est passé à deux pas, à ACT où plus de 600 camarades ont été licenciés par le « partenaire » auquel Bull les avait vendus en même temps que l'entreprise.

Le scénario concocté par la direction ressemble fort à celui qu'a utilisé Bull et chacun est conscient que la lutte pour sauver nos emplois débute dès maintenant, sans attendre les détails sur la façon exacte dont la direction voudra s'y prendre pour essayer de se débarrasser de nous.

Depuis plusieurs années, la direction se heurte à une résistance de notre part. Il y a d'abord eu la forte mobilisation qui a empêché la vente de l'entreprise à Daewoo, mais aussi de nombreuses petites bagarres, au jour le jour, contre les agressions de la direction. Et c'est la CGT, le syndicat qui organise généra-

lement cette résistance, qui progresse aux élections.

Malgré tous ses efforts, toutes ses manœuvres, malgré son acharnement sur ceux d'entre nous qui ne se laissent pas faire, malgré sa propagande incessante contre la CGT, elle n'a pas encore réussi à briser cette résistance.

C'est sans doute ce qui l'a conduite avec autant de brutalité à faire déménager les machines pendant un week-end, mais c'est aussi le meilleur atout que nous ayons pour garantir notre avenir.

Et puis nous ne serons certainement pas seuls face à notre direction : une partie des camarades d'ACT est toujours mobilisée et l'émotion suscitée parmi l'ensemble des travailleurs de l'agglomération par les agissements de notre direction nous permettra de trouver des soutiens dans toute la population.

## Luxembourg

### LA COLÈRE DES OUVRIERS

Judi 17 avril, 2 500 sidérurgistes de l'usine Cockerill-Sambre de Liège en Belgique sont venus exprimer leur colère et leur rage devant le siège de la direction d'Arcelor à Luxembourg.

Depuis le 24 janvier, date de l'annonce de la fermeture de quatre sièges « continentaux » d'Arcelor (Liège, Florange, Brême et Ekostahl) il n'y avait pas encore eu d'actions déterminées des travailleurs eux-mêmes. La direction d'Arcelor a décidé la fermeture de la phase à chaud liégeoise et cela devrait s'étaler entre 2005 et 2006. Le Gouvernement régional wallon et les directions syndicales ont voulu la faire reculer ; le Gouvernement régional wallon parce que l'on est en pleine période pré-électorale et qu'il veut donner l'impression de faire tout de même quelque chose avant ces élections du 18 mai. Quant aux directions syndicales, leur stratégie, en trois mois de temps, a considérablement évolué. Au départ, fin janvier, elles exigeaient le maintien de la phase à chaud et une sidérurgie intégrée. Tant la CSC (30 % des syndiqués) que la FGTB (70 %), ont progressivement reculé, pour finalement accepter la fermeture du chaud, d'abord en 2015 puis en 2010, et aujourd'hui le 1<sup>er</sup> janvier

2008 ! Jusqu'à présent, ces directions syndicales avaient organisé deux manifestations très pacifiques, l'une le 6 février à Seraing (5 000 personnes) et l'autre à Liège le 13 mars (50 000). En dehors de cela, il y avait eu quelques « actions symboliques » mais malheureusement limitées aux délégations syndicales.

C'est dire si en trois mois la colère des travailleurs a eu le temps de s'accumuler, alors que 10 000 emplois sont en jeu.

Les travailleurs de Cockerill sont donc arrivés à Luxembourg très remontés et avaient clairement l'intention d'exprimer leur colère à la direction d'Arcelor. Très vite, des affrontements ont eu lieu entre sidérurgistes et policiers luxembourgeois, soutenus par des auto-pompes et deux blindés prêtés par la police belge. Les métallos sont arrivés vers midi dans le centre de Luxembourg, ayant pris place dans une cinquantaine de cars partis peu après 8 heures de la plupart des divisions de Cockerill. Une grève de 24 heures avait été

décrétée dans l'ensemble de l'usine liégeoise. À grands pas depuis le point de débarquement des cars, le cortège s'est dirigé vers le château d'Arcelor. Mais les forces de l'ordre locales, dûment casquées et armées, ont chaudement reçu les ouvriers. Ces derniers avaient à peine touché à un « crin » des chevaux de frise que le face à face tournait au pugilat. On allait avoir droit à quelques moments très « chauds » se soldant par 18 blessés dont 9 policiers, 7 manifestants et 2 passants.



DE COCKERILL

de l'ensemble de l'usine liégeoise.

À grands pas depuis le point de débarquement des cars, le cortège s'est dirigé vers le château d'Arcelor. Mais les forces de l'ordre locales, dûment casquées et armées, ont chaudement reçu les ouvriers. Ces derniers avaient à peine touché à un « crin » des chevaux de frise que le face à face tournait au pugilat. On allait avoir droit à quelques moments très « chauds » se soldant par 18 blessés dont 9 policiers, 7 manifestants et 2 passants.

La police luxembourgeoise y est allée sans hésiter dans l'arrosage, les balles en caoutchouc et les gaz lacrymogènes. Peu après 13 heures, la voiture sono du syndicat était repoussée sur plusieurs dizaines de mètres par un blindé et vers 15 heures la police chargeait en nous repoussant depuis le centre de Luxembourg jusqu'aux cars. Il y a eu 23 arrestations administratives, et le centre de Luxembourg se souviendra encore longtemps du passage des métallos...

Vendredi 2 mai les métallos liégeois redescendront à Luxembourg mais cette fois-ci, ils devraient être accompagnés par leurs collègues allemands et français. On en attend 8 000. Et vu les drames sociaux qu'Arcelor prépare dans les différents bassins sidérurgiques, nul doute que l'ambiance y sera de nouveau chaude. Les travailleurs du 1<sup>er</sup> trust mondial de l'acier ne peuvent accepter de se laisser sacrifier sur l'hôtel des profits parce que les actionnaires exigent leurs 15 % de bénéfices annuels !

## Sans-papiers

**Au fil des semaines, les immigrés en situation irrégulière voient leur sort s'aggraver. Les menaces d'arrestation, d'expulsion, les tracasseries administratives, les détentions se multiplient. Et de nombreux faits récents sont tout simplement révoltants.**

Ainsi les 150 Roms expulsés le lundi 14 avril d'un immeuble de Montreuil appartenant aux Domaines sont victimes d'un véritable acharnement. D'après le comité qui les soutient, ces Roms originaires de Roumanie « subissent depuis lors l'acharnement des pouvoirs publics. Lors de l'expulsion, la police a procédé à une rafle (contrôle, fouille et embarquement collectif) qui a conduit 52 personnes en centre de rétention. Six adultes et trois enfants ont été renvoyés en Roumanie, mais tous les autres interpellés, soit 43 personnes (y compris les

enfants), ont été relâchés, pour des motifs divers et par des tribunaux différents. » Mais, précise le communiqué, les autorités ne s'en tiennent pas là puisque, après les « annulations de procédures au tribunal de grande instance de Meaux, l'annulation de procédure par le TGI de Paris, l'annulation des arrêtés de reconduite à la frontière par le tribunal administratif de Cergy, les libérations accompagnées d'assignations à résidence au TGI de Bobigny, la préfecture s'acharne et entend bien faire infirmer tous les jugements favorables aux personnes interpellées : elle a fait appel de la décision du tribunal de Meaux et de la décision du tribunal administratif annulant les arrêtés de reconduite à la frontière. »

D'autres Roms, à Saint-Denis, risquent aussi d'être expulsés d'autres campements où ils sont installés.

Par ailleurs, la Coordination nationale des sans-papiers dénonce un autre fait révoltant qui s'est déroulé le 23 avril. Ce jour-là, d'après un communiqué de cette association, « un nouveau charter affrété par M. Sarkozy est parti de Roissy en fin de matinée avec, à bord de la Compagnie Euralair, 55 sans-papiers : 26 Sénégalais, 18 Ivoiriens et 11 Nigériens.

Comme pour les autres charters, la Croix-Rouge française était là, accompagnant des déportations sous prétexte d'« humanitaire » ! Autre sinistre originalité de ce charter : parmi les 90 policiers qui encadraient les 55 expulsés, il y avait 20 policiers sénégalais. »

Un autre fait encore est évoqué dans le même communiqué : « Jeudi 17 avril, un vol commercial Paris-Bamako a subi un retard de 13 heures du fait de la protestation de sans-papiers embarqués à bord de

ce vol, auxquels se sont joints un responsable de la Confédération Paysanne, Patrick Hermann, Annie Pourre, secrétaire générale de Droits Devant !, et un ingénieur de 50 ans vivant à Rennes, Djibril Bâ. Ces personnes sont aujourd'hui assignées en justice et risquent de lourdes peines. C'est de fait le « délit de solidarité avec étranger en situation irrégulière » que M. Sarkozy veut réinstaurer. C'est inacceptable ! » affirme à juste titre la Coordination qui appelle à protester lors de la tenue de ces procès.

Le 27 avril enfin, on apprenait que trois mineurs chinois dont les parents demandent leur régularisation sont détenus en zone de transit à l'aéroport de Roissy.

« Il s'agit de Lin Tie Feng, né le 22 juin 1986, Chen Ting, né le 5 janvier 1989, et Chen Fei Fei, né le 20 mai 1988. »

D'après la Coordination

nationale des sans-papiers (la CNSP), « ces mineurs rejoignent tout simplement leurs parents, tous sur le territoire français en attente d'une décision de régularisation, et pour l'un des parents détenteur d'une carte temporaire maladie. (...) Une pratique qui constitue manifestement une atteinte à la convention sur les droits de l'enfant et à l'article 8 de la convention sur la famille, laquelle interdit la séparation des familles. »

Tous ces faits, pris parmi bien d'autres qui se passent à Marseille, à Lyon, à Bordeaux ou ailleurs, doivent être dénoncés. Lutte Ouvrière s'associe aux actions de protestation et de soutien qui sont organisées contre cette politique impitoyable d'un gouvernement qui fait du Le Pen sans Le Pen et veut, en fait, plaire aux secteurs les plus réactionnaires de l'électorat.

## Sans-papiers kurdes

### • Grenoble

Le lundi 28 avril, 33 Kurdes, en majorité opposants au régime turc, étaient en grève de la faim depuis 26 jours, dans une salle municipale prêtée par la mairie PC de Fontaine, en banlieue de Grenoble. Ils revendiquent des papiers en règle, pour pouvoir rester en France et y trouver du travail.

Mardi 22 avril, le collectif de soutien était reçu par le préfet. Deux cents personnes environ étaient rassemblées pour appuyer la délégation et les revendications des 33 grévistes de la faim, derrière une banderole « En Turquie, nous, les Kurdes, nous sommes en danger de mort » et de nombreux panneaux brandis par des enfants de la communauté kurde. Mais le préfet n'a fait aucune proposition. Il ne veut négocier qu'une fois la grève de la faim suspendue. Les grévistes de la faim ont alors fait réaffirmer par leurs représentants leur volonté de continuer leur combat, jusqu'à une issue fatale si nécessaire, ont-ils tenu à préciser.

Cela en dit long sur la situation de désespoir dans laquelle ils se retrouvent placés, ainsi que sur leur détermination. Ils savent que, s'ils sont expulsés, ce sont les geôles turques qui les attendent. L'un d'entre eux expliquait le lendemain à leur local les circonstances qui l'avaient conduit, lui et sa famille, à fuir le Kurdistan turc. Déjà torturé, il savait que s'il

restait, il n'éviterait pas de nouvelles persécutions et la prison. Et c'est au risque de leur vie qu'ils ont gagné la France, certains avec femmes et enfants, pour demander l'asile politique qui leur est aujourd'hui refusé.

Un autre racontait le combat des prisonniers politiques en Turquie, depuis l'assaut avec chars et gaz mortels mené par les militaires et policiers turcs le 19 décembre 2001 contre des prisons pour briser la résistance de groupes de détenus politiques.

### • Mulhouse

Mercredi 23 avril, à Mulhouse une trentaine de sans-papiers ont entamé une grève de la faim pour exiger leur régularisation. Ils se sont installés sur les marches d'un temple dans le centre-ville.

Jeudi soir, lors d'un rendez-vous avec des représentants des grévistes, le sous-préfet s'est dit en faveur d'un réexamen individuel des dossiers, mais la presse locale n'a trouvé personne de « compétent » pour confirmer cette information... En même temps, le sous-préfet annonçait que les grévistes devraient avoir évacué les lieux le lendemain midi sous peine d'expulsion.

Vendredi 25, à midi, sur

Depuis, le gouvernement met en place les fameuses prisons spéciales de « type F », avec des cellules individuelles pour les prisonniers qui jusqu'alors étaient en cellules collectives, montrant ainsi sa volonté d'isoler les politiques et de les briser moralement. Et c'est ce sort-là qui attend de façon quasi certaine les 33 Kurdes s'ils sont renvoyés par Sarkozy.

Les grévistes de la faim pensent que le préfet joue la montre, tablant sur l'usure du

mouvement. Et pendant ce temps, l'état de santé de ces 33 hommes se dégrade.

A Lyon également, des Kurdes sont en grève de la faim depuis plus d'un mois, eux aussi pour obtenir leur régularisation.

On ne peut qu'exprimer sa solidarité avec ces militants qui demandent l'asile politique et des papiers pour pouvoir, eux et leurs familles, vivre décemment. Et on peut être révolté par les discours mensongers des Sarkozy, Raffarin et Chirac qui,

## LA DÉTERMINATION DES 33 KURDES GRÉVISTES DE LA FAIM

tout en affirmant sans honte que la France est terre d'asile, patrie des droits de l'homme et garante du droit international, piétinent les droits les plus élémentaires et poussent des hommes à mettre leur vie en péril pour obtenir le droit de vivre et de continuer, ici, leur combat pour la liberté.

### • Toulouse

## SOLIDARITÉ !

Depuis le 8 mars, 31 Kurdes sont en lutte à Toulouse pour obtenir des papiers, en fait le statut de réfugiés politiques. Celui-ci leur permettrait de pouvoir vivre dans la dignité, sans se cacher et sans être soumis au travail « au noir ».

Ils sont en France, pour la plupart, depuis des années. Après une première grève de la faim de quatorze jours, à la demande des autorités, ils avaient suspendu leur grève dans l'attente d'une réponse de l'OFPRA sur leurs dossiers. La semaine dernière, les réponses sont enfin arrivées : 5 obtentions et 25 refus.

Face à cette situation, jeudi 24 avril, ils ont recommencé la grève de la faim. Ils se battent depuis pratiquement deux mois. La situation qui leur est faite, ainsi qu'à tous les sans-papiers, est une injustice scandaleuse. Soutenons-les !

### GRÈVE DE LA FAIM

cette place fréquentée à cette heure, la police est intervenue d'une façon révoltante et les a tous embarqués au commissariat. Une femme enceinte et des enfants de grévistes ont été traités avec la même brutalité que les autres.

Une quarantaine de personnes, des familles pour la plupart et quelques militants, se sont alors rendues devant le commissariat. Au bout de trois heures, les grévistes ont été relâchés sauf six d'entre eux. Le soir, trois autres étaient relâchés. Les grévistes ont alors décidé de retourner sur les marches du temple et de poursuivre leur mouvement, pour demander leur régularisation mais

Correspondant LO

Avril-mai 1943

# L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

À l'aube du 19 avril 1943, quand des unités SS, appuyées par des miliciens ukrainiens et baltes, entrèrent dans le ghetto de Varsovie, elles y furent accueillies à coups de grenades et par des tirs de mitraillettes. La première insurrection de la Seconde Guerre mondiale venait d'éclater.

En avril 1941, les nazis avaient entassé 430 000 Juifs dans ce ghetto. Deux ans après, il n'en restait plus que 40 000 dont ils pensaient venir facilement à bout. Pourtant, des groupes de combat, mal armés, peu nombreux, allaient les tenir en échec un mois durant. 600 à 700 hommes et femmes épuisés par des années de privations avaient décidé de résister, même sans espoir de vaincre, même avec la certitude de périr au combat, plutôt que de se laisser exterminer docilement.

Pour en venir à bout, l'armée allemande, alors au faite de sa puissance, dut user de tanks, de canons, et prendre d'assaut immeuble après immeuble. À la mi-mai, tout était fini. Du ghetto il ne restait plus que des ruines. De très rares survivants avaient réussi à fuir par les égouts, quand tout fut fini. C'est à certains d'entre eux que l'on doit le récit de l'insurrection et de sa préparation.

Dès leur victoire militaire de 1939 sur la Pologne, les autorités d'occupation allemandes avaient entrepris d'y opprimer très durement les Juifs. Représentant une frac-

tion importante de la population dans un pays où l'État et l'Église catholique entretenaient de longue date l'antisémitisme, ils étaient pris au piège. Hormis de rares individus (fortunés ou ayant des relations), ils n'avaient nulle part où fuir.

Même avant-guerre, les puissances dites démocratiques (USA en tête) leur avaient fermé les portes, ce contre quoi les trotskystes avaient été parmi les seuls à s'élever. Trotsky, dès les années trente, avait dit, par exemple en 1938, que « *même si la guerre est écartée, le prochain développement de la réaction mondiale implique avec certitude l'extermination physique des Juifs* ». C'est cela qui se mettait en place en Pologne. En avril 1940, les autorités allemandes créèrent un premier ghetto à Lodz, principale ville industrielle du

pays. Dans la capitale, il fallut presque toute l'année 1940 pour en constituer un autre.

Derrière ce retour à l'obscurantisme médiéval, c'est l'extermination de la population juive, voulue et planifiée par le nazisme, qui se mettait en branle. Par les massacres et en profitant du fait que les victimes, dans leur immense majorité, voulurent croire jusqu'au bout, comme l'ont rapporté les rares survivants de l'insurrection, qu'elles pourraient échapper au pire.

Car, deux ans durant, malgré les conditions de survie effroyables, malgré les déportations continues de milliers de gens et les bruits qui filtraient sur les camps, ainsi que les récits d'évadés revenus informer le ghetto de ce qui l'attendait, sa population crut en un illusoire répit en s'infligeant à elle-même les sacrifices qu'exigeaient d'elle ses

bourreaux. Pour cela, les nazis purent s'appuyer sur une police juive qui assassinait ceux qui s'opposaient à elle, sur un conseil juif qui organisait les déportations et choisissait ainsi entre ceux qui allaient mourir tout de suite et ceux qui allaient mourir un peu plus tard. En à peine deux mois de 1942, les trois quarts des habitants du ghetto partirent dans des trains les menant aux camps d'extermination. Quand reprirent ces déportations de masse, début 1943, 90 % des habitants du ghetto avaient déjà péri de faim, de froid, de maladie, abattus dans la rue ou, surtout, dans les camps d'extermination.

Pendant ces années-là, des militants de divers partis et organisations, surtout issus du mouvement ouvrier, socialiste ou communiste, avaient organisé une vie culturelle collective, maintenu des traditions

politiques dans le ghetto, édité une presse d'agitation et de propagande, tenté de gagner des sympathies actives. Sans grand succès jusqu'alors. Mais, en ce début 1943, il ne devenait que trop évident pour les survivants que leurs jours étaient comptés. C'est alors que des organisations sionistes, sionistes de gauche, communiste et socialiste (le Bund) créèrent l'Organisation juive de combat, celle qui allait mener l'insurrection. Certes, elle n'avait aucune chance de l'emporter, et les insurgés ne l'ignoraient pas. Mais en faisant le choix de mourir les armes à la main, ils purent se sentir « *enfin, libérés de la peur* », comme certains d'entre eux, rescapés, l'ont écrit dans leurs Mémoires.

Aujourd'hui, soixante ans après, se déroulent des commémorations où l'on parle de la lutte de l'humanité contre la barbarie. Mais les discours officiels émanent le plus souvent de gens, d'organisations, de gouvernements qui n'ont rien à voir, de près ni de loin, avec le combat des insurgés du ghetto et ce qui les animait. Or, sans ces hommes et ces femmes, ces militants nourris des idéaux du mouvement ouvrier et du socialisme et s'appuyant sur des organisations qui s'en réclamaient, l'insurrection du ghetto de Varsovie n'aurait certainement pas été possible.

P.L.



Des soldats allemands interrogent des Juifs après la fin du ghetto.

## LES BOURREAUX NAZIS ET LEURS COMPLICES, LES ALLIÉS

Le 11 mai 1943, apprenant l'écrasement du ghetto de Varsovie, Artur Zygielbojm, membre du gouvernement polonais en exil à Londres, se suicidait. Cet ancien syndicaliste juif, membre du Bund, évadé du ghetto de Varsovie, laissait une lettre où il expliquait vouloir, ainsi, « *une dernière fois protester contre la passivité d'un monde qui assiste à l'extermination du peuple juif, et l'admet* » et rappelait que « *les gouvernements des nations alliées n'ont jusqu'ici entrepris aucune action concrète pour arrêter ce crime* ».

Cela, bien sûr, les héritiers politiques de ces États se garderont bien de le rappeler lors des cérémonies du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection du

ghetto de Varsovie. Aujourd'hui comme hier, ils se revendiquent de ce qu'ils appellent la lutte de la démocratie contre le fascisme, du bien contre le mal et autres faux-semblants. Mais derrière ce masque qui, durant la Seconde Guerre mondiale, recouvrait une opposition entre deux camps de bourgeoisies impérialistes rivales, la barbarie n'était pas l'apanage d'un seul camp. Et s'agissant de l'extermination des Juifs (mais aussi d'autres peuples, tels les Tziganes, voire les Slaves, également considérés comme des « sous-hommes » par les nazis), le sang du crime ne rejaillit pas que sur l'Allemagne hitlérienne. Dès avant la guerre, alors que le régime nazi ne fai-

sait nul mystère de son programme raciste et avait commencé à le mettre en œuvre en Allemagne, les démocraties ouest-européennes ou nord-américaines refusèrent systématiquement, sauf exceptions concernant surtout des célébrités ou des bourgeois juifs, d'accorder des visas d'émigration à ceux qu'ils vouaient ainsi à la mort. Même quand, durant la guerre, le massacre s'étendit à toute l'Europe, avec la complicité active de gouvernements tel celui de Vichy, les Alliés (USA, Grande-Bretagne et gouvernement gaulliste en exil) s'en désintéressèrent.

Dans *L'abandon des Juifs (les Américains et la solution finale)* (paru en 1987 chez Flammarion), D. Wyman, un

historien américain, rappelle, par exemple, que « *en 1944, le ministère américain de la Guerre rejeta plusieurs appels réclamant que l'on bombarde les chambres à gaz d'Auschwitz et les voies ferrées qui y menaient* (alors que durant la même période) *de nombreux raids américains massifs étaient exécutés par les Américains dans un rayon de 80 kilomètres autour d'Auschwitz.* » Même les informations à ce propos étaient étouffées en très haut lieu par les Alliés et ne filtraient que rarement dans la presse anglaise ou américaine. Dans *Le terrifiant secret* (Galimard, 1981), W. Laqueur, un historien anglais, rappelle les nombreuses occasions où le gouvernement britannique mit

son veto à la publication d'informations sur la « solution finale » nazie et les consignes, dans le même sens, données par les services gouvernementaux américains, notamment l'interdiction faite à leurs diplomates en poste dans les pays dits neutres d'Europe de transmettre des messages d'appel au secours d'organisations juives européennes.

Quant aux prétendues autorités morales en soutane, le pape en premier lieu, qui voyait en Hitler un allié contre le bolchevisme, on sait (un film récent, *Amen*, l'a rappelé) qu'elles ont couvert d'un silence complice le massacre de millions de Juifs dont elles n'ignoraient rien.

P. L.



## Fêtes de Lutte Ouvrière à BOURGES

Samedi 17 mai  
salle Germinal  
à partir de 15 heures

## à Marseille

Dimanche 18 mai  
à partir de 11 h 30  
Parc de Valabre à Gardanne  
Navette de bus, gratuite,  
à partir de la gare routière  
Saint-Charles à Marseille

# La fête de Lutte Ouvrière ! Les samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin à Presles (Val-d'Oise)

Cette année, la fête de Lutte Ouvrière reprend sa durée normale de trois jours que lui connaissent bien ceux qui sont déjà venus à ce rendez-vous annuel de fraternité et de détente, après l'intermède de 2002 où, du fait de la campagne électorale, nous l'avions limitée à une seule journée et avions allégé son programme artistique ainsi que le nombre d'animations.

Dans le vaste parc où se tient la fête, des centaines de stands vont donc être installés pour proposer des spécialités culinaires de toutes les régions et de

nombreux pays, des jeux et des animations variées. Des expositions politiques et scientifiques, des débats animés par des personnalités ou par des groupes militants, le forum du livre, plusieurs librairies solliciteront les flâneurs et les curieux. Des spectacles gratuits sur plusieurs scènes (la grande scène, le théâtre de verdure, jazz city, le cabaret et la guinguette) se dérouleront en permanence et les cinémas, gratuits eux aussi, seront permanents. Des musiciens et des artistes variés animeront également les allées de la fête.

Les enfants ne sont pas oubliés. Une crèche accueille les plus jeunes. Les autres peuvent se retrouver à la « place aux jeunes » où différentes activités leur sont proposées. Enfin, la « carte orange » permet pour un prix modique de faire le tour des différents stands de jeux.

La fête est aussi l'occasion, pour tous ceux qui le souhaitent, d'échanger les idées et de débattre, de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière et de mieux connaître et comprendre nos objectifs et ce que nous faisons pour les

atteindre. Seront présents cette année encore de nombreux groupes politiques (en particulier dans la « Cité politique »), dont les opinions sont parfois très différentes des nôtres. Car justement, le débat démocratique a toujours été une caractéristique de notre fête.

Enfin, notre camarade Arlette Laguiller fera une allocution sur la grande scène chaque jour de la fête : le samedi vers 17 heures, les dimanche et lundi vers 15 heures.

A bientôt à tous !

### Achetez maintenant votre carte d'entrée et faites des économies !

Achetée à l'avance, auprès de nos militants (ou en nous écrivant : Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18 - chèques à l'ordre de Lutte Ouvrière), la carte d'entrée coûte 8 euros et est valable les trois jours. Sur place, elle sera vendue 12 euros pour

les trois jours.

Si vous achetez à l'avance des bons d'achat, vendus 8 euros, ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10 euros dans l'enceinte de la fête. Soit une économie de 20 %. A ne pas manquer !

### Pour se rendre à la fête

Le plus simple est de s'y rendre en autocar, mais

### ATTENTION !

Le départ ne peut plus se faire au même lieu que les années passées. Il se fera désormais au **métro Saint-Denis Université** (terminus de la ligne 13). On peut donc venir jusque-là en métro

(ou en voiture), puis prendre l'une des navettes gratuites qui conduisent à l'entrée même de la fête.

Le train (payant), depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles, vous dépose à environ 900 mètres de la fête.

## Au programme cette année



Gilbert LAFFAILLE

- De la chanson avec CHARLÉLIE, CLARIKA, GILBERT LAFFAILLE et la Compagnie JOLIE MÔME

- Des spectacles d'humour avec FATALS PICARDS, rock festif rigolo, et CHANSON PLUS BIFLUORÉE dans leur nouveau spectacle « Pour de vrai, pour de rire » .

- Des rythmes angolais avec BONGA et son orchestre qui évoquent la musique du Cap Vert et celle de Cesaria Evora .

- De nombreux autres artistes



CHARLÉLIE

parmi lesquels SABAYO (chanson française engagée) MUZ'NOUCH (musette manouche), THE JONES (rock progressif), SERVICE PUBLIC (travailleurs chanteurs de la RATP), KARLI (new rock autrichien) et bien d'autres à venir...



## À Jazz City

Jazz City est une scène de concert dédiée au jazz, au blues et à leurs dérivés. Comme les autres scènes de la fête, elle propose un spectacle permanent et présente des musiciens s'exprimant dans différents styles.

On y trouve aussi un stand qui vend des brochures, des livres, des CD.

Enfin, le dimanche et le lundi matin, on y propose un copieux petit déjeuner à l'américaine, servi en musique.

Au programme de cette année, on peut déjà annoncer les groupes des saxophonistes Jef Sicard, Richard Raux et Daniele Vigilucci ainsi que le grand orchestre du 15°.